

CAC
4

LA DUALITÉ CANADIENNE À L'HEURE DES ÉTATS-UNIS

La dualité

CANADIENNE
CANADIENNE

à l'heure des États-Unis ★ ★ ★ ★

FC
10
C749
1964

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Dans la même collection :

- I *Le Canada, expérience ratée...
ou réussie ?* (1961)
- II *L'économie canadienne : où
allons-nous ?* (1962)
- III *Les nouveaux Québécois* (1963)

~~13541~~

Déjà parus dans la collection

CONGRÈS DES AFFAIRES CANADIENNES

- I LE CANADA, EXPÉRIENCE RATÉE...
OU RÉUSSIE ? (1961)
- II L'ÉCONOMIE CANADIENNE : OÙ
ALLONS-NOUS ? (1962)
- III LES NOUVEAUX QUÉBÉCOIS (1963)

LA QUALITÉ CANADIENNE À L'HONNEUR DES ÉTATS-UNIS

Fc
110
C749
1964

3

IV^e Congrès des Affaires canadiennes
1964

MAY 27 1969

~~13511~~

AVANT-PROPOS

Depuis sa création, le Congrès des Affaires canadiennes a voulu favoriser le dialogue des deux nations canadiennes sur un plan d'égalité réciproque. C'est ce qui a permis de tenir en cours de ce quatrième congrès.

LA DUALITÉ CANADIENNE À L'HEURE DES ÉTATS-UNIS

Le thème principal de ce congrès est la dualité canadienne à l'heure des États-Unis. Ce thème a été choisi par les participants au congrès. Il est le fruit de la réflexion des participants. Il est le fruit de la réflexion des participants. Il est le fruit de la réflexion des participants.

Cet acte, par lequel le Congrès des Affaires canadiennes a choisi ce thème, est un acte de grande portée. Il est le fruit de la réflexion des participants. Il est le fruit de la réflexion des participants. Il est le fruit de la réflexion des participants.

BIBLIOTHEQUE
CENTRE DE FORMATION DES MAITRES
C. P. 1026
rue Racine
Chicoutimi, P. Q.

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
Québec, 1965

8306563
BADADUQ



Université du Québec à Chicoutimi
Bibliothèque

MAY 2 1968

IV^e Congrès des Affaires canadiennes
1964
Centre de formation des maîtres
Chicoutimi, P. Q.

LE CANADA ENVAHISSE LE MONDE
L'ÉCONOMIE CANADIENNE

LA DUALITÉ CANADIENNE
À L'HEURE
DES ÉTATS-UNIS

BIBLIOTHÈQUE
CENTRE DE FORMATION DES MAÎTRES
C. P. 1026
rue Lacina
Chicoutimi, P. Q.

© 1965 LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
Tous droits réservés. Imprimé au Canada

A CHICOUTIMI

TABLE DES MATIÈRES

Résumé des travaux du Congrès

AVANT-PROPOS

Depuis sa création, le Congrès des Affaires canadiennes a voulu favoriser le dialogue des deux nations canadiennes sur un plan d'égalité rigoureuse. C'est ce qui a encore été tenté au cours de ce quatrième congrès.

Le problème fondamental pour tout pays réside dans son existence même comme collectivité poursuivant des intérêts propres, vivant d'une économie et d'une culture qu'il a faites siennes par des efforts soutenus. De ce point de vue, le Canada n'a d'existence que dans l'esprit des géographes. Rien, jusqu'ici, n'a pu faire que les Canadiens se rejoignent dans des convictions communes, que des liens indéfectibles les unissent, bref, qu'ils aient claire conscience de leur raison d'être.

Car, enfin, pourquoi être Canadiens quand tout en nous et autour de nous parle américain ? Notre politique étrangère, notre économie, nos syndicats, nos modes de vie reflètent l'omniprésence américaine chez nous comme nulle part ailleurs.

C'est, en somme, notre question : à quand le Canada aux Canadiens ?

Raymond MOREL,
président du IV^e Congrès
des Affaires canadiennes.

AVANT-PROPOS

Depuis sa création, le Congrès des Affaires canadiennes a voulu favoriser le dialogue des deux nations canadiennes sur un plan d'égalité rigoureuse. C'est ce qui a encore été tenté au cours de ce quatrième congrès.

Le problème fondamentalement posé tout d'abord dans son existence même comme collectivité gouvernementale des intérêts propres, vient à une économie et dans certains cas à faire naître par des efforts conjoints. De ce point de vue, le Canada n'a d'existence que dans l'esprit des géographes. Rien, jusqu'ici, n'a pu faire que les Canadiens se rejoignent dans des convictions communes, par des liens indissolubles les unissant, bref, qu'ils aient leurs contacts de leur nation d'être.

Ces, enfin, pourquoi les Canadiens quand tout est pour et autour de nous par le monde à l'heure politique, nous nous sommes, nos problèmes, nos modes de vie, nous sommes les mêmes que ceux de nos voisins.

Par suite d'un défaut d'enregistrement, le texte de certaines allocutions prononcées au cours de ce IV^e Congrès des Affaires canadiennes n'a pu être conservé et ne figure donc pas dans ce volume. D'autres ont également dû être écartés, pour des raisons techniques d'édition. Nous prions les auteurs de ces textes, MM. Pierre Bourgault, Eugène Forsey, Paul Fox, William E. Griffith et Jean Marchand, de bien vouloir nous en excuser. — L'éditeur.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du président du Congrès	5
La dualité canadienne et les relations canado-américaines (André PATRY)	<u>9</u>
Le bilan du passé	23
(Jean-Charles BONENFANT)	
Reaction and Reunion: English-Speaking Canada and the United States	31
(Craig BROWN)	
Contiguïté géographique et sécurité militaire	<u>43</u>
(Jacques LARUE-LANGLOIS)	
Alliance and Independence	53
(John HOLMES)	
L'influence culturelle américaine	<u>65</u>
(Jean ÉTHIER-BLAIS)	
American Cultural Influence	73
(James M. MINIFIE)	
Les valeurs idéologiques communes et divergentes	85
(Jean TOURNON)	
Canada and the American Value System	93
(S. D. CLARK)	
Investissements et souveraineté: un point de vue québécois	<u>103</u>
(Eric KIERANS)	
Dépendance économique et souveraineté canadienne	111
(Michel VAN SCHENDEL)	
Les conséquences politiques de la prépondérance américaine	121
(Gérard BERGERON)	
La dualité canadienne à l'heure du Québec	127
(Paul GÉRIN-LAJOIE)	

TABLA DE MATERIAS

Avance propia de presidentes de Congreso 2

La doctrina canadiense y las relaciones canado-americanas
(André PATRY) 9

Le plan de paix 23
(Jean-Gabriel BOURGAIN)

Relation zwischen Kanada und den Vereinigten Staaten
(Craig BROWN) 31

Coastlines géographiques et routes maritimes
(Jacques LARUE-LARUE) 41

Alliance and independence 49
(John HORTON)

L'indépendance canadienne 63
(Jean FÉLIX-BLAIN)

American Cultural Influence 73
(James M. MURPHY)

Les valeurs idéologiques communes et divergentes
(Jean TOURNON) 81

Canada and the American Value System
(G. D. CLARK) 93

Investment and development in the Pacific
(John HORTON) 101

Independent development or dependence on the United States
(John HORTON) 111

Les conséquences politiques de la dépendance américaine
(John HORTON) 121

La doctrine canadienne de l'indépendance 131
(André PATRY)

LA DUALITÉ CANADIENNE ET LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

(André PATRY)

Pour la troisième fois en moins de quinze mois, la Province de Québec est le siège d'une importante réunion convoquée dans le dessein d'étudier les relations canado-américaines.

La première de ces réunions eut lieu en septembre 1963, au Lac-Beauport, sous les auspices du *Canadian-American Committee*. A l'issue de leurs discussions, les participants décidèrent de rendre publique une déclaration favorisant le maintien de la libre circulation des capitaux entre Ottawa et Washington. C'était le moment où le Canada et les États-Unis, au moyen de projets de loi différents mais aboutissant à des résultats analogues, cherchaient à enrayer, l'un, le contrôle de son économie par des intérêts étrangers, et l'autre, l'exode des capitaux nationaux vers l'étranger. Finalement, les deux projets de loi furent modifiés dans l'intérêt mutuel des deux États.

A la fin de juillet dernier, une deuxième réunion groupa, au Mont-Gabriel, sous les auspices de l'Institut canadien des affaires internationales et de l'*American Assembly of Columbia University*, environ 70 Canadiens et Américains appartenant au monde des affaires, de l'enseignement et de la fonction publique. Parmi les conclusions auxquelles arrivèrent les participants, il en est une qui revêt une importance certaine, au moment où le commerce canado-cubain atteint un sommet inégalé et place Cuba au douzième rang parmi nos clients. Les congressistes du Mont-Gabriel recommandèrent en effet que les succursales canadiennes d'entreprises américaines échappent aux interdictions qui pèsent sur elles en vertu de la législation américaine concernant le commerce avec l'ennemi et qu'elles ne soient soumises à d'autres restrictions que celles auxquelles doivent se plier les compagnies, tant canadiennes qu'étrangères, établies au Canada.

On s'étonnera sans doute que des entreprises américaines, fonctionnant au Canada, soient ou se sentent tenues d'obéir à des lois du Congrès américain. Nous sommes en présence de l'une de ces anomalies juridiques qui tiennent à l'attitude traditionnelle des États-Unis à l'égard du Canada. Ainsi, en vertu de la *Sherman Act*, le gouvernement de Washington doit empêcher que des accords intervenus à l'étranger ne soient préjudiciables à la libre concurrence sur le marché intérieur des États-Unis et aussi que des décisions prises à l'étran-

ger ne nuisent aux exportateurs et actionnaires américains sur les marchés extérieurs. La *Sherman Act* déclare expressément qu'aucune entreprise ne pourra échapper à des dispositions pour la simple raison qu'elle aura été constituée à l'étranger.

C'est pourquoi des compagnies étrangères, qui ne possédaient aux États-Unis que des filiales ou des agents, ont été soumises à la juridiction des tribunaux américains; de même, des entreprises américaines, qui possédaient à l'étranger des succursales constituées en vertu de lois étrangères, ont été tenues d'étendre à ces filiales les dispositions de la loi américaine. Cette tendance des Américains à légiférer exterritorialement a déjà causé de sérieux ennuis aux entreprises canadiennes d'origine américaine. Il en est ainsi de la législation de Washington concernant le commerce avec l'ennemi.

Il y a six ans, la *Ford Motor Company of Canada* refusa d'envisager la possibilité, pourtant réelle, de vendre des voitures à la Chine communiste, de peur d'exposer la *Ford Motor Company of Detroit* aux rigueurs de la législation américaine interdisant le commerce avec la Chine continentale.

La pratique américaine de légiférer exterritorialement ne provient pas uniquement de l'égoïsme propre à toutes les grandes puissances; elle s'explique également par l'ignorance des Américains à l'égard du Canada et leur tendance à considérer l'Amérique du Nord comme un tout. Un certain nombre de facteurs rendent évidemment compte de l'attitude des États-Unis à notre endroit.

Le premier de ces facteurs résulte de la similitude entre les peuples, les institutions, les habitudes et les intérêts des deux pays. Comme l'indiquent si justement John Lindeman et Donald Armstrong (dans *Policies and Practices of the United States Subsidiaries in Canada*), quand un Américain entend parler de nationalisme canadien, il est porté à tenir ce sentiment pour du paroissialisme, du « *parochial patriotism* », comme celui que peuvent manifester les habitants de la Californie ou ceux du Texas; et il n'est guère enclin, dès lors, à prendre au sérieux ce nationalisme.

Un deuxième facteur tient au caractère relativement peu agressif des revendications canadiennes à l'égard des États-Unis. Sans doute, avons-nous assisté, en ces dernières années, à des manifestations plus bruyantes qu'à l'accoutumée — et je songe à celles qui furent organisées par les adversaires de l'armement nucléaire; mais rien n'a encore frappé l'imagination ou la sensibilité des Américains et ceux-ci continuent de venir par millions au Canada sans discerner chez les Canadiens de véritables sentiments d'hostilité.

Une troisième raison rend compte de la conduite des Américains vis-à-vis les Canadiens : l'interdépendance économique des deux pays, et les conséquences qui en découlent. Économiquement parlant, le Canada et les États-Unis forment un tout, en dépit de l'absence d'union douanière. La monnaie américaine circule librement au Canada; les industries canadiennes se ravitaillent surtout aux États-Unis; les produits ouvrés et semi-ouvrés du Canada rappellent les

produits américains. Tous ces facteurs ont contribué à faire de l'Amérique du Nord une unité économique qu'il est bien tentant, parfois, de considérer à Washington comme une unité politique et culturelle.

Dans l'ensemble, les Américains ne se sont guère souciés jusqu'ici des problèmes canadiens et ils continuent de considérer notre pays comme une simple extension géographique et économique de leur propre patrie, pourvue, aux yeux de quelques-uns, d'un régime politique démocratique, mais anachronique, et poursuivant dans le monde des objectifs conformes à ceux des États-Unis. Aussi, est-ce généralement avec un étonnement mêlé d'irritation qu'ils entendent parfois parler des échanges économique auxquels le Canada se livre avec des pays qu'ils jugent hostiles, tels que la Chine et Cuba. La façon dont leurs journaux critiquent la conduite canadienne prouve alors que les Américains ne comprennent guère les différences réelles qui existent toujours entre les deux grands États nord-américains.

Si les Américains semblent toujours peu préoccupés par leur voisin septentrional, il n'en est pas de même au Canada, où il ne se passe guère une semaine sans qu'il ne soit question des relations avec les États-Unis et des problèmes de toutes sortes que pose aux Canadiens l'emprise grandissante des États-Unis sur leur pays. Tantôt, ce sont les économistes qui s'alarment du rôle prépondérant des capitaux américains dans le développement du Canada; tantôt, ce sont les juristes qui reprochent au gouvernement de Washington de vouloir étendre sa juridiction au territoire canadien; tantôt, enfin ce sont des Canadiens de toutes classes et de tous métiers qui s'interrogent avec anxiété sur les conséquences particulièrement graves pour la souveraineté canadienne qui pourraient découler des accords de défense présentement en vigueur entre Ottawa et Washington.

Les plus pessimistes, parmi les Canadiens soucieux de l'indépendance de leur patrie, redoutent l'annexion — à plus ou moins brève échéance — de leur pays aux États-Unis. Les plus optimistes, parmi les Américains désireux de réaliser l'unification de l'Amérique du Nord, croient que l'entrée — qu'ils jugent inévitable — de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, forcera tôt ou tard le Canada à proposer à Washington la formation d'une union économique, prélude de la fusion politique des deux États.

Ce n'est pas la première fois que se pose la question de l'annexion du Canada aux États-Unis. Rappelons d'abord que le Canada avait été invité dès les débuts à faire partie de la Confédération américaine; et contrairement aux autres colonies anglaises, il pouvait entrer automatiquement sur simple demande, alors que les autres colonies ne pouvaient être admises que du consentement de neuf États américains.

Puis, à deux reprises dans le passé, en 1775 et en 1812, les Américains ont tenté d'unifier à leur profit le continent nord-américain; mais chaque fois les Canadiens se sont opposés à leurs tentatives. Au milieu du XIX^e siècle, cependant, peu après le rejet par la Grande-Bretagne des *Corn Laws* (1846) et l'adoption par ce pays de la

politique de libre échange qui exposait le Canada à la concurrence étrangère sur le marché britannique, certains Canadiens, dont Louis-Joseph Papineau, signèrent un manifeste annexioniste et firent campagne en faveur de l'entrée du Canada dans l'Union américaine. Mais, au XX^e siècle, il n'a guère été question, sinon d'une façon isolée, de l'union politique entre le Canada et les États-Unis; mais j'ai constaté, en ces derniers temps, chez un certain nombre d'étudiants canadiens de langue anglaise ou d'origine européenne, une tendance ouverte à envisager l'annexion du Canada anglais aux États-Unis dans l'hypothèse de la sécession du Québec.

Quand on examine la nature des relations entre le Canada et les États-Unis, on peut certainement se demander si notre pays n'est pas déjà, à toute fin pratique, un satellite américain. Si tel est le cas, les Canadiens, qui souhaitent secrètement l'annexion aux États-Unis, n'auront pas envie de résister à l'attraction définitive de leur puissant voisin, le jour où leur patrie aura à faire face à une crise politique ou économique majeure, qu'elle sera incapable de résoudre.

Plusieurs facteurs expliquent l'influence considérable qu'exercent au Canada les États-Unis et leur civilisation. Ces facteurs sont d'ordre géographique, culturel et économique.

I. — LES RÉALITÉS GÉOGRAPHIQUES

Le Canada a quatre voisins : les États-Unis, l'Union soviétique (par delà le pôle nord), la France (par l'archipel St-Pierre et Miquelon situé dans les eaux territoriales de Terre-Neuve) et le Danemark (par le Groenland). Seuls les États-Unis et l'Union soviétique ont une importance certaine comme voisins. Mais les États-Unis restent effectivement le « grand voisin ».

« Si d'autres pays ont trop d'histoire, disait un jour Mackenzie King, nous avons, nous, trop de géographie » (M. CONANT, *The Long Polar Watch*, New York 1962, page 58). La frontière canado-américaine est longue d'environ 4,800 milles, dont 1,500 milles entre l'Alaska et le Canada occidental. Cette frontière est en grande partie artificielle : elle résulte d'accords intervenus entre Londres et Washington principalement. Elle est, comme on le sait, sans protection militaire; et la paix règne entre le Canada et les États-Unis depuis que prirent fin, il y a près d'un siècle, les incursions des *Fenians*. La confiance est telle entre les deux États qu'à Rock Island un homme peut, sans sortir du même bâtiment, se faire couper les cheveux au Canada et se faire cirer les chaussures aux États-Unis. A un autre endroit, une voiture circulant de l'est à l'ouest est au Canada, alors qu'elle est aux États-Unis si elle roule sur la même route de l'ouest à l'est. Il sera intéressant de rappeler ici que 50% des Canadiens vivent à moins de cent milles de la frontière américaine et que 90% d'entre eux vivent à moins de 250 milles de cette même frontière. Les trois plus grandes villes du Canada, Montréal, Toron-

to, et Vancouver, sont à moins de deux heures de distance, par route, de la frontière des États-Unis.

De cette intimité géographique dérive pour le Canada un ensemble de conséquences qui influent non seulement sur sa politique étrangère, mais sur son existence même. N'oublions pas que notre pays est dix fois moins peuplé que les États-Unis; aussi, est-il normal qu'il en subisse l'attraction.

Problèmes découlant immédiatement du voisinage

Si l'on excepte les problèmes d'ordre frontalier, tels que la mise en valeur des cours d'eau internationaux et surtout le détournement des eaux du lac Michigan à Chicago, qui a déjà fait baisser le niveau du port de Montréal et, à fortiori, celui des chutes alimentant les installations hydro-électriques du St-Laurent et des Grands lacs, les principales conséquences pour le Canada de la proximité des États-Unis se manifestent dans le domaine de la défense.

Il y a vingt-cinq ans, les contacts entre l'armée du Canada et celle des États-Unis se résumaient, à toute fin pratique, à la joute de hockey qui avait lieu chaque année entre les élèves du Collège militaire de Kingston et ceux de l'Académie militaire de West Point. Aujourd'hui, des milliers d'Américains sont en garnison à travers tout le territoire canadien; et les forces aériennes du Canada relèvent maintenant, pour leurs opérations en Amérique du Nord, d'un officier américain dont le quartier général est plus près de la frontière du Mexique que de celle du Canada. De plus, des ogives nucléaires fabriquées aux États-Unis sont entreposées sur le sol canadien, alors que des soldats canadiens cantonnés en Europe sont pourvus de fusées, dotées d'un dispositif nucléaire, également fournies par les Américains. On mesure facilement l'ampleur du chemin parcouru en si peu de temps!

C'est en 1938 que les Américains manifestèrent pour la première fois en public leur intérêt à l'égard de la sécurité du Canada. A l'occasion de l'inauguration du pont international des Mille-Isles, dans le St-Laurent, le président Roosevelt déclara devant le premier ministre Mackenzie King que Washington ne resterait pas indifférent si le Canada était menacé par une puissance étrangère.

En août 1940, peu après la chute de la France, le Canada et les États-Unis, à la suite de la rencontre d'Ogdensbourg, décidèrent par un échange de notes d'établir une commission de défense conjointe qui étudierait les moyens d'assurer la sécurité de l'Amérique du Nord, désormais considérée comme un tout. Ce premier accord de défense entre les deux pays est toujours en vigueur et il se trouve à l'origine de toutes les autres ententes militaires conclues entre Ottawa et Washington.

L'attaque japonaise contre les îles Hawaï mit soudainement en relief la vulnérabilité des États-Unis. Après le coup de Pearl Harbour, les Américains se mirent à considérer le Canada comme un

simple prolongement de leur propre pays. On raconte qu'au début de 1942 des officiers américains, en garnison à Edmonton, se présentèrent en uniforme de combat devant le maire de cette ville et lui ordonnèrent de proclamer la loi martiale, en lui faisant remarquer que la guerre était une entreprise sérieuse. Le maire refusa, bien entendu, de se rendre à leur ultimatum, et il leur rappela que le Canada était déjà en guerre depuis deux ans et demi déjà et qu'il connaissait aussi bien que quiconque les exigences du conflit. D'ailleurs, pendant toute la durée de la dernière guerre, l'activité des garnisons américaines en territoire canadien échappa largement au contrôle du Ministère de la Défense nationale du Canada; et quand, à l'issue des hostilités, les Américains voulurent se faire rembourser le coût des travaux de défense qu'ils avaient effectués sur le sol canadien, le gouvernement canadien fut stupéfait de leur étendue. Il insista pour que la somme réclamée fût sensiblement réduite pour ne pas susciter l'étonnement ou la colère du peuple canadien.

En 1949, le Canada accepta, par le traité instituant l'Otan, de se lier à onze autres pays, dont les États-Unis, pour assurer la défense de l'Atlantique nord. Mais cette entente, jugée insuffisante par Washington pour la sécurité de l'Amérique du Nord, fut suivie, en mars 1951, d'un autre accord prévoyant l'intégration des organismes de défense passive des deux pays. La même année, on commença en territoire canadien l'installation d'un réseau de postes pourvus de radars, appelé à être fusionné aux réseaux américains pour ne former qu'un tout avec ceux-ci.

Les travaux de défense entrepris dès 1951 sur le sol canadien en étroite collaboration avec les États-Unis aboutirent, sept ans plus tard, à leur conclusion logique et inéluctable. En effet, le 12 mai 1958, un échange de notes entre Ottawa et Washington établit de façon formelle le Commandement de défense aérienne de l'Amérique du Nord, ou NORAD, qui avait été créé de façon provisoire l'année précédente.

Essentiellement, l'accord constituant le NORAD institue un système de direction intégrée des opérations des forces de défense aérienne du Canada et des États-Unis. Autrement dit, le NORAD place sous un même commandement les forces aériennes du Canada et des États-Unis en ce qui a trait à la défense de l'Amérique du Nord. Le quartier général de l'Alliance est situé à Colorado Springs, aux États-Unis; mais c'est à Omaha que se trouve le *Strategic Air Command* appelé à fonctionner dès que le centre de contrôle de Colorado Springs annonce que le continent est l'objet d'une attaque étrangère. Le traité du NORAD prévoit que le commandant et son adjoint seront de nationalité différente; mais le commandant n'a pas cessé, depuis l'entrée en vigueur de l'accord, d'être un Américain.

Le NORAD s'appuie sur des réseaux de radar complétés par des bases de lancement pour projectiles téléguidés. Ces réseaux sont constitués de trois chaînes de détection continentales auxquelles s'ajoutent des stations construites en Alaska et au Groenland et qui parfois

même se doublent d'une ceinture de patrouilles aériennes et navales, ainsi que de radars flottants, sur les deux océans.

Au dire du major-général W. H. Macklin (*Financial Post*, 15 septembre 1962), le système de protection actuel est conçu pour la protection exclusive des bases aériennes situées sur le territoire américain, et non pour la défense des villes canadiennes ou américaines. Il donne une alerte de 15 minutes avant l'arrivée de la fusée balistique la plus rapide, de celles qui sont connues. Quant aux bases de lancement, il y en a deux dans l'est du Canada : une à North Bay et l'autre à la Macaza, dans le Québec. Elles sont destinées aux fusées anti-avions BOMARC, pour l'usage desquelles le Canada a accepté, en août 1963, que soient entreposées sur son sol des ogives nucléaires.

Dans le cadre du NORAD les plans de défense sont approuvés par le Canada et les États-Unis. En ce qui concerne le recours aux armes nucléaires, les accords actuels stipulent qu'il doit être autorisé d'abord par le président des États-Unis et ensuite le gouvernement canadien. Lors de l'affaire cubaine, en octobre 1962, tout le système de défense nord-américain fut mis en état d'alerte; mais le gouvernement canadien mit 42 heures à placer l'aviation canadienne sur le même pied que l'aviation américaine; ce qui irrita fortement Washington. Pourtant l'article 3 de l'accord du NORAD autorise le commandant de la défense aérienne intégrée à envoyer des renforts provisoires d'une région à l'autre et même au-delà de la frontière, si les opérations l'exigent. Le premier commandant américain du NORAD, le général Kuter, a déjà déclaré d'ailleurs devant les parlementaires de l'OTAN: « I have direct operational control over all defence elements of the United States Army, the United States Navy, the United States Air Force and the Air Defence Command of the Royal Canadian Air Force. This authority exists now, and it is not dependent on any consultations or a declaration of hostilities. » (Cité par James MINNIFIE, dans *Peacemaker or Powder-Monkey*, page 29.) En dépit des précautions dont s'entourent les accords du NORAD quant à la souveraineté canadienne et malgré le délai apporté par le gouvernement canadien pour mettre sur un pied d'alerte l'aviation canadienne lors des événements cubains d'octobre 1962, je suis personnellement convaincu que la marge réelle de liberté qui nous est laissée dans le domaine de la défense aérienne est fort restreinte. Je partage entièrement l'avis donné en septembre 1960 par M. Walter Gordon, lorsqu'il déclara à Vancouver : « Much publicity has been given to the fact that a Canadian airman is Deputy Commander of the NORAD Force, and that both the President of the United States and some unspecified official of the Canadian Government (possibly the Prime Minister) must give joint approval before any shots are fired in anger. To me, it seems farcical to suggest that, in a grave emergency, retaliatory measures would be delayed while the officials in question were located, the situation explained to them, and their approval given to repel attack. » (*Financial Post*, 3 septembre 1960.)

Bref, dans le domaine de la défense, l'Amérique du Nord forme un tout; bien plus, par le traité inter-américain de défense, signé à Rio de Janeiro en 1947, l'Amérique tout entière, du nord au sud, est considérée comme une entité. Mais, en réalité, deux pays américains seulement ont mis en commun leurs forces militaires, au moins sur le plan aérien: ce sont le Canada et les États-Unis; et ces deux États ont passé entre eux des accords de défense, qui créent une réalité militaire distincte de celle de l'Otan, bien qu'indirectement reliée à elle au niveau des états-majors, mais sur le seul plan des consultations. Dans bien des milieux, on persiste à croire que le Canada n'aurait pas dû faire appel, pour sa protection aérienne, à la seule puissance des Américains; mais qu'il aurait dû inviter les Européens, tout au moins à titre symbolique, à collaborer à la défense de l'Amérique du Nord, tout comme il coopère lui-même à celle de l'Europe occidentale. Pour l'instant, il n'y a plus de frontière entre le Canada et les États-Unis pour ce qui regarde la défense aérienne.

Le tourisme

Mais la frontière terrestre entre le Canada et les États-Unis, si elle existe, comme en témoignent les nombreux postes douaniers, ne constitue pas un obstacle à l'harmonie qui doit se manifester entre les habitants de deux pays voisins. En fait, chaque année, les Canadiens et les Américains se rendent visite en nombre à peu près égal, bien que le Canada ne renferme que le dixième de la population américaine. D'après une enquête faite en 1957, le quart des Canadiens va dans l'État de New York; le dixième prend le chemin de l'État de Washington ou celui de la Floride; 5% visitent la Californie. Mais, bien qu'ils soient moins riches que les Américains, les Canadiens dépensent presque autant qu'eux à l'intérieur de cet échange de visites entre les deux pays. Il peut même arriver que les Canadiens versent plus d'argent aux États-Unis que les Américains n'en laissent eux-mêmes au Canada. En 1958, le déficit canadien, dans ce domaine, a été de cent millions de dollars.

II. — LES RÉALITÉS CULTURELLES

Au mouvement touristique entre les États-Unis et le Canada il faut ajouter, comme résultat de la proximité des deux pays, la pénétration extraordinaire des magazines et publications de provenance américaine sur le territoire canadien. Des 103 magazines qui, en 1959, tiraient à plus de 10,000 exemplaires au Canada, neuf seulement étaient canadiens, dont cinq de langue française. L'immense majorité de ces publications étaient américaines.

En 1959, le nombre d'exemplaires de magazines américains vendus au Canada était de 162 millions, alors que le nombre d'exemplaires

de magazines canadiens vendus dans notre pays n'était que de 45 millions. Dans le service postal canadien, à chaque tonne de journaux et périodiques canadiens correspondent huit tonnes de journaux et périodiques américains. D'après la loi américaine, il en coûte moins cher à un éditeur des États-Unis pour affranchir une publication américaine destinée au Canada que pour affranchir une publication américaine destinée à un endroit situé à plus de 1,000 milles du point d'expédition à l'intérieur des États-Unis. Par conséquent, il en coûte moins cher d'expédier une revue américaine de Floride au Yukon que d'envoyer la même revue de New-York à Chicago.

Le gouvernement canadien a tenté, à quelques reprises en ces dernières années, d'enrayer la pénétration des magazines américains sur le marché canadien; mais il s'est heurté chaque fois à l'opposition ferme des autorités de Washington. Le Canada semble incapable, en réalité, d'appliquer les recommandations de la commission royale d'enquête sur les publications, dont le rapport remis il y a plus de quatre ans proposait l'adoption de mesures précises pour mettre un terme à l'américanisation avancée de la pensée canadienne.

Mais les Canadiens ne font pas que lire les magazines et publications des États-Unis; ils écoutent les émissions de la radio américaine et regardent les spectacles présentés à la télévision des États-Unis. A l'heure actuelle, plus de 40% de l'auditoire canadien a accès aux émissions de la télévision américaine.

L'Amérique exerce donc au Canada, sur le plan culturel, une emprise comparable à celle dont elle jouit au point de vue militaire. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a plus de frontière entre les deux pays. Mais il serait injuste d'ignorer les bénéfices que les Canadiens retirent, sur le plan intellectuel, de leur voisinage heureux avec les États-Unis. Chaque année, les universités et les instituts de recherche du Canada reçoivent de généreux octrois du gouvernement ou des fondations des États-Unis. En 1962, les Canadiens ont reçu plus de deux millions et demi de dollars en subsides culturels de la part des Américains. Dans la seule province de Québec, les universités et les hôpitaux ont reçu plus de 800,000 dollars pour divers projets de recherche. L'université de Montréal a bénéficié d'octrois d'un montant de 142,000 dollars, alors que l'université Laval en a reçu 24,000. Sans ces sommes qui proviennent de notre riche voisin, l'avancement scientifique au Canada pourrait, par moments, être sérieusement ralenti. Il n'est donc que juste de reconnaître le rôle qu'elles remplissent en faveur du développement culturel du Canada.

III. — LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES

Les échanges bilatéraux entre le Canada et les États-Unis sont les plus importants qui soient au monde. En 1961, ils ont presque atteint les sept milliards de dollars. Cependant, la même année, le déficit commercial du Canada avec les États-Unis était de plus de 750 mil-

lions de dollars. Plus de la moitié des exportations canadiennes vont aux États-Unis; mais les deux tiers des importations canadiennes proviennent des États-Unis, et notre pays a toujours été déficitaire dans ses échanges avec son voisin du Sud.

Deux faits caractérisent les échanges commerciaux canado-américains, à savoir: le Canada exporte surtout des matières premières et des produits semi-ouvrés et importe principalement des articles manufacturés; les provinces canadiennes tendent à commercer avec les États qui les avoisinent et à en dépendre économiquement: ainsi les États de l'ouest américain reçoivent, de préférence aux provinces de l'est canadien, le pétrole des Prairies, alors que les aciéries de l'est américain s'approvisionnent en partie dans les gisements du Labrador. Ce phénomène d'interdépendance régionale crée des liens psychologiques importants dans la direction nord-sud qui font contre-poids aux liens politiques dans le sens est-ouest que l'on cherche à affermir à l'intérieur du Canada.

Les investissements étrangers au Canada ont presque doublé en dix ans et approchent en ce moment les 25 milliards de dollars, dont plus des trois quarts sont d'origine américaine. Les deux tiers des investissements américains au Canada sont des placements directs: ils prennent surtout la forme d'actions et entraînent avec eux la propriété de l'entreprise ou tout au moins la possibilité d'en obtenir le contrôle. En 1962, les placements directs des États-Unis au Canada étaient de 11,800 millions de dollars, alors qu'ils n'étaient que de 7,655 millions pour toute l'Europe.

Les Américains contrôlent présentement 97% de l'industrie automobile, 90% de l'industrie du caoutchouc, 74% de l'industrie du pétrole et du gaz naturel, 70% de l'industrie des appareils électriques, 60% de l'industrie minière, 52% de l'industrie des produits chimiques et 40% de l'industrie de la pulpe et du papier. Dans l'ensemble, les Américains contrôlent 56% des entreprises dont le capital investi est de 25 millions de dollars ou plus, et dans la plupart des cas les décisions intéressant l'avancement de ces entreprises sont prises aux États-Unis mêmes. En ce qui concerne les compagnies d'assurances, par exemple, la prépondérance américaine est très nette, puisque les Canadiens ne contrôlent que 48 des 375 compagnies d'assurances-feu ou d'assurances-accident qui existent dans leur pays. A l'heure actuelle, on estime à 5,000 le nombre des succursales et filiales américaines en territoire canadien. Ajoutons que les investissements étrangers au Canada représentent 60% du revenu national de notre pays; aux États-Unis, les placements étrangers n'ont jamais formé plus de 15% du revenu national, et c'était en 1914. (*Financial Post*, 8 août 1959.) Aujourd'hui, les investissements étrangers ne constituent plus que 3% du revenu national aux États-Unis. On affirme que si, à partir de maintenant, les Canadiens consacraient la totalité de leurs épargnes à l'achat des placements américains, il faudrait au moins une génération pour y parvenir.

Certains croiront peut-être que le mouvement de pénétration économique étrangère au Canada tend à se maintenir ou à décroître. Il n'en est rien. Les Canadiens, non contents de dépendre des États-Unis et de l'Europe occidentale pour le développement de leur pays, accélèrent le processus de colonisation économique en cédant leurs propres entreprises à des intérêts étrangers. Ainsi, depuis 1957, 143 établissements industriels ou commerciaux d'importance ont cessé d'être canadiens. Au cours des dernières années, dans la seule ville de Montréal, des entreprises aussi connues que Henri Morgan, *Claude Néon General Advertising*, *Canadian Marconi*, Miron Frères, *Canadian Vickers*, *Sorel Industries* et *Dominion Steel & Coal* sont passées aux mains des étrangers.

Malgré ce qui précède, il faut préciser que les investissements directs par tête du Canada aux États-Unis sont plus importants que les placements directs par tête des États-Unis au Canada. Effectivement, le Canada se place immédiatement après la Grande-Bretagne, et loin en avant des Pays-Bas, comme source d'investissements étrangers aux États-Unis. Les investissements directs des Canadiens en territoire américain sont de l'ordre de deux milliards de dollars, alors que les placements directs des Américains au Canada sont de l'ordre de douze milliards de dollars. Pour rétablir l'équilibre, il faudrait que les Américains aient vingt milliards de dollars en investissements directs au Canada. Mais cela viendra sans doute !

En somme, à l'union militaire et culturelle découlant du voisinage s'ajoute, entre le Canada et les États-Unis, une relation économique qui rend notre pays tributaire du marché économique et financier des États-Unis pour sa propre existence. La prospérité du Canada tient essentiellement à deux facteurs: la vente aux U. S. A. de nos produits primaires et semi-ouvrés; et l'importation de capitaux américains pour le maintien et le développement de notre industrie d'extraction et de transformation.

Les compagnies américaines établies au Canada font vivre près de 700,000 travailleurs auxquels elles versent chaque année plus de deux milliards de dollars en salaires, outre les 600 millions de dollars qu'elles fournissent annuellement au fisc canadien au poste de l'impôt sur le revenu. Dans la seule ville de Windsor, 75% des industries appartiennent aux Américains. Ceci implique que le Canada est très sensible à l'influence des cycles économiques américains, particulièrement depuis la fin de la première guerre mondiale. On l'a vu lors de la dépression de 1929-1933, de même qu'à l'occasion des régressions de 1920-1921, 1937-1938 et 1953-1954. Il y a eu des cas (en 1948-1949, par exemple), où les régressions américaines ont eu peu d'effets sur l'économie canadienne; mais ces cas sont exceptionnels. Pour analyser la courbe de l'économie canadienne, il faut tenir compte à la fois de l'influence américaine et de l'état des marchés étrangers, puisque le Canada exporte une grande partie de sa production. Mais il est indéniable que les économies du Canada et des

États-Unis sont étroitement liées, aussi bien par les investissements que par le comportement des consommateurs.

Parmi les conséquences découlant des placements américains au Canada, il faut retenir celles qui suivent :

1° La tendance des entreprises américaines à importer des États-Unis les produits qu'elles transforment ici plutôt que de se procurer ces articles au Canada;

2° La tendance des compagnies américaines à limiter leur production canadienne au marché du Canada, à celui du Commonwealth ou à celui qu'offre la mise en œuvre du Plan de Colombo; et à acheminer vers la maison mère américaine les commandes venues de l'étranger, ce qui limite les possibilités de développement des industries canadiennes;

3° La tendance des entreprises américaines à favoriser surtout au Canada l'industrie d'extraction ou de transformation au premier degré, exportant le produit brut ou semi-ouvré aux États-Unis et le revendant, transformé, sur le marché canadien, ce qui est typique de l'économie coloniale;

4° La tendance des compagnies américaines à vendre leurs actions sur le marché américain, à confier les postes de commande à des Américains et, ce qui est plus grave, à encourager la recherche industrielle aux États-Unis plutôt qu'au Canada.

Il s'agit ici de *tendances*, qui sont nettement en voie de redressement depuis quelques années. Mais le Canada semble encore loin du jour où, à l'instar de la Suède, de la Suisse, de la France, du Japon et du Mexique — pour ne mentionner que des pays capitalistes ou socialisants — il réglementera l'importation sur son territoire des capitaux étrangers et soumettra à des lois appropriées l'activité de ces capitaux. Mais tant que durera le régime de la libre circulation des capitaux entre le Canada et les États-Unis, le gouvernement canadien devra se borner à lancer périodiquement des appels à la compréhension des actionnaires étrangers pour qu'ils se montrent toujours plus soucieux des intérêts et de l'amour-propre des Canadiens.

Aujourd'hui comme hier, les filiales américaines considèrent essentiellement notre pays comme une source avantageuse de ravitaillement en matières premières, comme un prolongement naturel du marché américain et comme un pourvoyeur de main-d'œuvre relativement peu coûteuse. Il faut en effet se rappeler que les salaires versés aux ouvriers canadiens sont environ 25% inférieurs à ceux que reçoivent les ouvriers américains.

Accessoirement, l'industrie américaine tient le Canada pour un milieu de transformation des matières premières en produits semi-ouvrés (aluminium, pulpe) ou un milieu de montage (automobiles) ou encore le tremplin tout désigné pour pénétrer sur le marché du Commonwealth que protègent encore quelques tarifs préférentiels et surtout celui des pays du Plan de Colombo, où parvient une aide substantielle en provenance du Canada.

Les réalités syndicales

La dépendance des syndicats canadiens à l'égard des syndicats américains est sans doute en grande partie attribuable à l'interdépendance économique entre les deux pays. Environ 70% des associations ouvrières du Canada sont affiliées à des organisations similaires des États-Unis. A l'exception des industries québécoises de l'amiante, de l'aluminium et de la pulpe et du papier, ainsi que de l'industrie de la pêche sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, la quasi-totalité des travailleurs syndiqués des grandes entreprises canadiennes sont membres des syndicats internationaux, c'est-à-dire américains. Les syndicats internationaux se sont développés au Canada, comme le rappelle le rapport Gordon, non pas selon un dessein prédéterminé, mais à cause d'une identité de but entre travailleurs canadiens et américains. Les syndicats canadiens affiliés aux syndicats internationaux doivent faire approuver par ceux-ci leurs contrats collectifs de travail, sauf exceptions. De plus, il arrive fréquemment que le syndicat international ait le pouvoir final d'autoriser la grève quand celle-ci est désirée par le syndicat canadien. Enfin, souvent le syndicat international fixe le maximum et le minimum de la cotisation pour le syndicat national, lequel doit verser une capitation à la centrale internationale. Mais là où l'autorité du syndicat international peut être appréciable, c'est quand celui-ci refuse d'aider financièrement les unités locales qui participent à des grèves non autorisées. On devine l'influence qu'un syndicat international peut alors exercer sur un syndicat canadien quand l'un et l'autre diffèrent d'opinion en matière de politique syndicale.

Cette dépendance du syndicalisme canadien à l'égard du syndicalisme américain semble difficilement admissible dans l'optique de la souveraineté, surtout lorsqu'elle touche à l'application de la législation canadienne. Mais on ne saurait oublier les avantages que retirent, sous l'angle purement humain, qui est cependant fondamental, les travailleurs canadiens en raison de leur appartenance à des syndicats riches et puissants.

CONCLUSIONS

Au terme de ce bref exposé sur la présence américaine au Canada, qui réduit, à toute fin pratique, la plus grande partie de notre pays à un simple appendice des États-Unis, je m'interroge sérieusement sur l'avenir du Canada comme État distinctif face à la grande République nord-américaine. Je me demande combien des Canadiens tiennent vraiment à l'indépendance du Canada, voire à son existence. Le gouvernement et le monde des affaires attirent régulièrement l'attention du public sur les dangers que comporte notre énorme dépendance vis-à-vis la République américaine. Mais ce sont ces mêmes milieux qui font appel à New-York ou à Washington dès que l'éco-

nomie canadienne a besoin d'un stimulant ou qu'elle veut être exemptée des mesures restrictives que le gouvernement des États-Unis impose parfois, dans l'ordre économique ou monétaire, aux pays étrangers, afin de protéger le dollar.

Quand les Américains annoncent qu'ils évacueront la base de Pepperell, à Terre-Neuve, c'est une clameur qui s'élève, aussi bien au niveau du gouvernement provincial qu'à celui de la population: chacun redoute les conséquences économiques de ce départ. Quand les Ontariens veulent accélérer le développement de leur économie, ils envoient une mission aux États-Unis et sollicitent des capitaux américains. Mais quand le Québec, délaissant momentanément le marché financier américain, emprunte 100 millions de dollars de la Colombie-Britannique, les fonctionnaires du Trésor américain poussent un soupir de soulagement: le dollar américain pourra enfin prendre quelques instants de repos! Bref, c'est presque toujours du côté des États-Unis que se tournent les Canadiens, lorsqu'ils ont des problèmes économiques à résoudre; mais c'est presque toujours à Washington également qu'ils font entendre les plaintes que leur inspire leur amour-propre.

Qu'une crise grave survienne un jour au Canada, même dans le domaine politique, et l'on verra peut-être se dessiner, au Canada d'expression anglaise, un mouvement en faveur de l'annexion aux États-Unis. Las et déçus de luttes qu'ils jugeront vaines, des Canadiens, en grand nombre, voudront peut-être devenir Américains, comme ces 286,000 Canadiens de naissance qui se sont établis aux États-Unis entre 1952 et 1961. Après tout, les Américains sont plus riches que les Canadiens, tout comme le sont devenus, en ces derniers temps, les Suédois. Un article paru il y a moins de trois ans dans le *Financial Post* (21 janvier 1961) révèle qu'après avoir payé tous ses impôts il reste à l'Américain moyen 45% de plus à dépenser qu'au Canadien moyen. La marge est considérable et fait réfléchir déjà bien des Canadiens.

Le Canadien français, moins riche que son compatriote de langue anglaise, devrait être encore plus annexionniste que celui-ci. Mais il a conscience d'être culturellement distinct de l'Américain et d'avoir un héritage précis à sauvegarder. Dans la mesure où se développera dans le Québec la conscience d'un destin particulier, que l'avancement éducatif et économique rendra attrayant, le Canadien français acceptera davantage les inconvénients d'une aisance moins grande que celle de l'Américain. En fait, déjà éclatent dans le Québec les lueurs d'un avenir brillant et singulier. Le jour n'est peut-être pas éloigné où l'Amérique anglo-saxonne verra dans une nation canadienne-française résolument engagée dans la voie du progrès ce supplément d'âme dont elle a peut-être besoin; et le jour n'est peut-être pas éloigné également où le Canada français reconnaîtra que la tradition de liberté du monde anglo-saxon est indispensable à son épanouissement.

LE BILAN DU PASSÉ

(Jean-Charles BONENFANT)

S'il y a aujourd'hui en Amérique du Nord un pays qui s'appelle le Canada et si, dans ce pays, il y a cette dualité boiteuse qui nous cause tant de soucis, nous le devons en grande partie au voisinage des États-Unis. Notre histoire a été presque toujours un sous-produit de celle de nos voisins et il y a longtemps que, dès qu'on éternue à New-York ou à Washington, nous avons le rhume à Québec ou à Ottawa.

Pour dresser le bilan américain du passé canadien, je m'attacherai surtout aux événements qui débudent avec la naissance de la Confédération canadienne en 1867. Je rappelle cependant que l'histoire de la Nouvelle-France est dominée par la crainte de ces envahisseurs qui pouvaient remonter par la Chaudière ou le Richelieu et que, dès notre plus tendre jeunesse, nous du Canada français nous sommes réjouis de l'échec de Phipps devant Québec, en 1690, et du désastre providentiel de la flotte de Walker à l'Île-aux-Œufs, en 1712. Bien des causes ont paralysé le développement de la colonie française des bords du Saint-Laurent au XVII^e et dans la première partie du XVIII^e siècle, mais il est sûr que la menace de treize colonies a commencé dès cette époque à déterminer notre histoire.

Après la conquête et le traité de Paris en 1763, on s'est aperçu rapidement que la nouvelle colonie britannique ne pouvait être comme les autres, et l'Acte de Québec de 1774 est venu le reconnaître juridiquement. Ce fut, en effet, pour le mieux ou pour le pire, le début de la dualité canadienne. La foule ameutée qui, dans les rues de Londres, protesta contre la nouvelle loi et M^{re} Briand qui demanda à ses ouailles d'en être reconnaissants à l'Angleterre comprirent chacun à leur façon que désormais la nouvelle colonie britannique d'Amérique renfermerait dans l'unité et la diversité des gens de langue française et de langue anglaise. Or, même si certains historiens, comme Thomas Chapais, ont prétendu que « les prodromes de la crise américaine ont pu avoir pour notre cause quelque utilité mais seulement comme considération accessoire¹ », je pense que l'Acte de Québec fut en grande partie accordé aux Canadiens de langue française, surtout à leurs chefs, pour les empêcher de

1. THOMAS CHAPAIS, *Cours d'histoire du Canada*, tome I^{er}, 1760-1791, Québec, 1899, p. 169.

suivre les Américains dans la révolte. Comme on l'a écrit récemment, « c'est l'utilité — et non pas la générosité — qui a motivé l'Acte de Québec² ». La dualité canadienne a donc été engendrée par le voisinage des États-Unis.

De 1774 à 1867, les événements américains devaient, à maintes reprises, influencer le comportement des habitants des colonies britanniques et en particulier celui des Canadiens français. Ces derniers furent heureux dans leurs luttes contre la clique gouvernementale de tourner les yeux vers un pays qui s'était libéré de l'absolutisme de la métropole, mais ce n'est qu'au milieu du siècle qu'un certain nombre d'entre eux devinrent annexionistes, pas plus d'ailleurs que certains Canadiens anglais³. Tous les événements de cette période aboutissent en définitive à la naissance de la Confédération, l'événement qui est à la base de notre histoire moderne et auquel il faut évidemment s'arrêter.

Les causes politiques et économiques qui ont favorisé la naissance de la Confédération en 1867 ont été nombreuses. Pour les uns, le Canada d'aujourd'hui a été enfanté par les chemins de fer; pour les autres, il est l'aboutissement nécessaire de l'instabilité politique dans le Canada-Uni, mais tous les historiens admettent qu'un puissant catalyseur de toutes les causes a été le voisinage des États-Unis. Ils ont fourni au Canada le meilleur exemple de fédéralisme à imiter et à modifier et ils ont en même temps constitué une menace qui a poussé les colonies britanniques en Amérique à s'unir⁴.

Il est sûr que le voisinage d'un grand État qui, malgré ses difficultés, pouvait afficher la première réussite dans l'histoire du monde d'un système fédératif quelque peu élaboré a servi d'enseignement aux Pères de la Confédération. La plupart connaissaient bien l'expérience américaine dont ils avaient étudié la naissance et le développement⁵. Dans leurs discours, ils en parlent abondamment. « Nous avons eu, pour nous guider, l'expérience des États-Unis », dit John A. Macdonald qui ajoute: « Je ne suis pas un de ceux qui regardent la constitution des États-Unis comme un coup manqué. Je crois que c'est une des plus grandes œuvres que le génie humain ait jamais créée. Mais dire qu'elle est parfaite serait se tromper⁶. » George-Étienne

2. Séraphin MARION, « L'Acte de Québec, concession magnanime ou intéressée », dans *Cahiers des Dix*, 1963, p. 175. C'est d'ailleurs l'opinion de la plupart des historiens. Cf. Les témoignages auxquels réfère Séraphin Marion dans l'étude citée.

3. L'histoire de cette influence américaine a été écrite en collaboration dans l'ouvrage bien connu, *les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, publié sous la direction de Gustave Lanctôt, Montréal, Éd. Bernard Valliquette; Toronto, The Ryerson Press, 1941. Cf., en particulier, Jean BRUCHÉS, « Influences américaines sur la politique du Bas-Canada 1820-1867 », dans *les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, Montréal, 1941.

4. « The Dominion of Canada is a by-product of the United States », aurait déjà déclaré un universitaire canadien. Cf. William Bennett MUNRO, *American Influences on Canadian Government*, Toronto, 1929, p. 3.

5. TROTTER, « Some American influences upon the Canadian federation movement », dans *The Canadian Historical Review*, vol. 5, pp. 213-227.

6. *Débats sur la Confédération*, Québec, 1865, p. 33.

Cartier est moins enthousiaste, mais il sait analyser la constitution américaine pour en souligner les défauts⁷.

Mais les États-Unis constituèrent surtout une cause de la Confédération parce qu'ils ont semblé alors une menace aux yeux de plusieurs Canadiens. A tort ou à raison, on craignait l'annexion aux États-Unis et on jugeait que la Confédération était le seul moyen d'y faire échec. Certes, plusieurs orateurs canadiens-anglais invoquèrent cet argument, mais peu y attachèrent autant d'importance que les conseillers législatifs et les députés canadiens-français. « Confédération ou annexion » : c'est l'alternative, selon Taché, Langevin et Cartier. « Quant à être lancé violemment dans l'union américaine si ce projet de Confédération ne passe pas, déclare Taché, il me semble que c'est un résultat très probable⁸. » Les Canadiens avaient d'ailleurs de sérieuses raisons de redouter les États-Unis et en particulier les États du Nord qui sortaient victorieux de la guerre de Sécession. Il ne faut pas oublier que l'Angleterre avait paru se montrer favorable aux États du Sud et qu'il eût été normal pour les États du Nord de se venger sur le Canada alors colonie de l'Angleterre⁹.

Les Canadiens eurent à cette époque quelques alertes qui leur montrèrent modestement peut-être mais réellement quand même qu'ils étaient exposés à des attaques venant des États-Unis. En 1866, les Féniens, ces Irlandais fanatiques qui avaient profité de la guerre de Sécession pour s'entraîner, attaquèrent les frontières du Nouveau-Brunswick à Campobello, celles du Bas-Canada à Frelisburg et celles du Haut-Canada dans la presqu'île de Niagara¹⁰. Pendant quelques années, les Canadiens furent dans l'inquiétude perpétuelle d'une invasion. Ils s'aperçurent alors que leur pays était difficile à défendre. Les habitants du Canada-Uni en particulier comprirent comment pendant l'hiver il était presque impossible de leur faire parvenir des soldats venant d'Angleterre sans utiliser le territoire américain.

La crainte des États-Unis devint un atout puissant pour les Canadiens de langue française à accepter la Confédération. Ce fut un atout qu'utilisèrent abondamment George-Étienne Cartier et le clergé catholique.

George-Étienne Cartier ne redoutait pas uniquement les États-Unis pour des raisons militaires, mais il craignait surtout leurs institutions politiques. Dans un des plus importants discours de sa carrière, celui qu'il prononça en février 1865 à l'Assemblée législative du Canada-Uni en faveur des Résolutions de Québec, il déclarait: « Il nous faut ou avoir une Confédération de l'Amérique britannique du Nord ou bien être absorbés par la Confédération américaine¹¹. » Lorsqu'il

7. *Id.*, p. 60.

8. *Id.*, p. 348.

9. *Cf.*, à ce sujet, TROTTER, « While Confederation came », dans *Queen's Quarterly*, 1938, pp. 22-29.

10. *Cf.* C. P. STACEY, « Fenianism and the rise of national feeling in Canada at the time of Confederation », dans *The Canadian Historical Review*, vol. 12, p. 238.

11. *Discours de sir Georges Cartier*, par Joseph Tassé, Montréal, 1893, p. 465.

redoutait ainsi l'annexion, ce n'était pas tant parce qu'elle aurait signifié la domination par un autre pays, mais c'est parce qu'il craignait la démocratie que représentait cet autre pays.

Quant au clergé catholique, il a cru, à cette époque, que la survie du catholicisme était mieux assurée par la domination de l'Angleterre que par celle des États-Unis. Les évêques avaient d'ailleurs de bonnes raisons de redouter une annexion que réclamaient parfois leurs adversaires, les libéraux anticléricaux. L'évêque de Saint-Hyacinthe, M^{sr} Charles Laroque, dans sa lettre pastorale concernant l'inauguration du gouvernement fédéral, publiée le 18 juin 1867, disait : « Fermez vos oreilles à l'insinuation perfide, assez souvent répétée. Plutôt l'annexion que la Confédération telle qu'elle nous est donnée. Demeurez convaincus que pour ceux qui tiennent ce langage, la Confédération n'est qu'un prétexte mis en avant : l'annexion est clairement l'objet de leur convoitise politique, et d'une convoitise qu'ils flattent et fomentent depuis assez longtemps. Nous en sommes témoin ! Et à notre estime, l'annexion, si jamais elle a lieu, sera la mort ou la destruction certaine de notre nationalité, qui ne vit que par nos institutions, notre langue, nos lois, et surtout notre religion, et c'est parce que nous sommes plein de la conviction que tous nos intérêts religieux auraient grandement à souffrir de notre annexion aux États-Unis, que Nous Nous faisons un devoir de vous signaler le danger ¹². »

En résumé, exagérée ou réelle, la menace américaine fut un des plus puissants arguments qu'on invoqua en faveur de la Confédération et elle favorisa sa naissance. D'ailleurs, les deux colonies où cette menace était moindre, Terre-Neuve et l'Île du Prince-Édouard, n'y entrèrent pas en 1867.

Né en grande partie de la crainte des États-Unis que les hommes politiques réussirent à créer, le Canada vit tout de même rapidement s'éloigner la menace de l'annexion militaire et politique mais sa vie et son développement n'en furent pas moins presque toujours conditionnés par nos voisins du Sud.

Nous avons pratiqué un perpétuel mimétisme qui nous a poussés à chercher à imiter les États-Unis en toutes choses, évidemment surtout dans les domaines où ils réussissaient. Au début du siècle, plusieurs Canadiens ont traduit cette attitude par cette fanfaronnade sans lendemain, qu'on attribue surtout à Laurier, savoir que si le dix-neuvième avait été le siècle des États-Unis, le vingtième serait celui du Canada.

C'est pour rivaliser avec les États-Unis, par lesquels il avait peur d'être contourné, que le Canada a entrepris sa marche vers l'Ouest et qu'il a pratiqué ensuite sa première politique d'immigration. On a voulu vaincre les impératifs de la géographie par le truchement des chemins de fer mais on n'a réussi qu'à engendrer ce non-sens d'un mince ruban d'habitations s'étendant sur quelques milliers de milles.

12. *Mandements des évêques de Saint-Hyacinthe*, Montréal, 1889, pp. 424-425.

Par ailleurs, l'immigration qui ne se faisait qu'en faveur de l'élément anglo-saxon déséquilibrait la dualité canadienne dont l'élément français était en même temps affaibli par une autre conséquence du voisinage des États-Unis, l'émigration vers les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre. Il est toujours un peu ridicule et stérile de raisonner à l'intérieur de futuribles, mais on peut tout de même se demander ce que serait aujourd'hui un Canada dont la frontière ouest ne dépasserait guère Winnipeg et dont la double population se serait développée d'après les lignes de force qui existaient au moment de la Confédération !

Mais laissons de côté les hypothèses oiseuses : le Canada est ce qu'il est et je dirais qu'il l'est devenu définitivement depuis la guerre de 1914. Mon propos sera donc maintenant d'esquisser les traits essentiels de l'influence américaine sur la dualité canadienne lors de la première grande guerre, entre les deux guerres, lors de la seconde grande guerre et depuis jusqu'à nos jours, et cela évidemment sous un éclairage plutôt canadien-français.

Notons d'abord que, pendant ce demi-siècle, les nationalistes canadiens-français, contrairement à ceux du siècle précédent, de Papi-neau à Hector Fabre, n'ont jamais vu dans l'annexion une solution aux difficultés qu'ils éprouvaient dans la Confédération. Alors que, en 1871, Hector Fabre écrivait que « l'annexion conduirait Québec à l'apogée de sa destinée¹³ », lors de la lutte électorale de 1911, dans le Québec, la question de la réciprocité ne souleva même pas un intérêt égal à celui qu'on observait dans les autres provinces et, dans *le Devoir* du 7 février 1911, on pouvait lire que les nationalistes ne craignaient aucunement la réciprocité et qu'ils étaient même un peu portés à se moquer des manufacturiers de l'Ontario qui voulaient protéger le français et le catholicisme contre les Américains.

Les Canadiens de langue française n'ont donc pas recherché l'annexion, mais ils ont trouvé dans l'attitude de leurs voisins en politique internationale une merveilleuse justification de leur isolationnisme naturel, de leurs sentiments anti-impérialistes, bref d'un canadianisme qui n'avait que le tort d'être en avant de son temps. Décrivant bien ce climat qui s'épanouit dans la décennie qui suit la première grande guerre, l'historien Gustave Lanctot écrit : « Se sachant infiniment mieux protégé par l'Amérique que par la Ligue des Nations, il (le Franco-Canadien) ne repose aucune confiance en cette galère européenne qui ne peut le conduire qu'à de dommageables aventures. La raison essentielle de cette attitude, c'est qu'à l'encontre de l'Anglo-Canadien qui a une mère patrie en Europe, le Québécois, séparé de la France depuis un siècle et demi, est devenu un continental, un autochtone, comme l'Américain lui-même; rien ne l'intéresse nationalement en dehors de ses frontières. Enfin, autre attitude nord-américaine, il éprouve une certaine impatience devant ces nations d'Europe qui se ruinent en rivalités et en armements,

13. Hector FABRE, *Confédération, indépendance, annexion, Québec, 1871*, p. 28.

lorsque lui, sans forteresse et sans armée, a su garder une paix séculaire avec son voisin.

« Par là seulement, — par ce particularisme français et américain, — peuvent se comprendre les opinions du Québec en matière internationale en face du reste du pays ¹⁴. »

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les deux groupes ethniques se sont opposés au Canada, mais il est sûr que pendant longtemps ce fut parce que la plupart des Canadiens de langue française se sentaient d'Amérique alors que leurs compatriotes de langue anglaise conservaient avec Londres des liens au moins sentimentaux.

La seconde grande guerre a changé tout cela. Au début, les Canadiens français ont pu croire que ce n'était qu'une autre guerre européenne et, après la chute de la France au printemps de 1940, que seule la Grande-Bretagne était en danger, mais ils comprirent, après Pearl Harbour, qu'ils étaient sérieusement en guerre.

Depuis, le Canada entier est vraiment devenu de cœur et d'esprit une puissance d'Amérique et les Canadiens de langue française ont senti que leurs compatriotes de langue anglaise les rejoignaient dans leur réalisme et qu'ils acceptaient que l'influence de Washington remplace celle de Londres. Évidemment, il est plus facile aux Canadiens de langue française qu'à ceux de langue anglaise d'accepter une telle situation et il semble bien que nous nous soyons moins scandalisés dans le Québec qu'en Ontario lorsqu'en 1956, lors de la crise de Suez, le premier ministre Louis Saint-Laurent se dit indigné de l'attitude des chefs politiques européens, y compris ceux de la Grande-Bretagne, ces chefs qu'il qualifia moqueusement de « *supermen of Europe* ¹⁵ ».

Et maintenant, nous sentons de plus en plus que nous appartenons au continent nord-américain et que, par conséquent, nous sommes dominés par ceux qui en sont les maîtres. De temps à autre, les Canadiens, surtout les Canadiens de langue anglaise, ont des sursauts de révolte; ils pensent limiter les investissements de capitaux américains au Canada ou encore empêcher quelques périodiques de franchir les frontières en trop grande quantité mais que faire en face d'une telle puissance? Pour le Canadien français, il y a au moins le modeste rempart de la langue!

Et malgré tout, c'est parce que nous ne disons pas encore complètement oui à l'influence américaine qu'il y a encore un Canada avec cette dualité inégale que nous connaissons: c'est en grande partie parce que nous avons grandi aux côtés des États-Unis en nous efforçant de nous bâtir une personnalité commune, et notre principale raison de continuer à vivre ensemble dans une maison à nous, malgré les inconvénients que comporte pour les deux conjoints ce mariage

14. Gustave LANCRÔT, « Le Québec et les États-Unis 1867-1937 », dans *les Canadiens français et leurs voisins du Sud*, Montréal, 1941, pp. 277-278.

15. *Canada, House of Commons Debates, Fourth (Special) Session, November 26th, 1956*, p. 20.

de raison, est encore ce puissant voisinage. Comme on l'a souvent répété, si jamais on réussit à créer en Amérique du Nord un véritable État français, les provinces anglaises se perdront rapidement dans le grand tout anglo-saxon nord-américain. Devant ce pronostic, la première réaction d'un Canadien de langue française est peut-être de se réjouir, mais il se peut que le futur État français laissé à lui-même soit tout aussi en danger d'être englouti.

Le grand drame pour nous, Canadiens de langue française, n'est pas de vivre dans un pays où le fait français n'est pratiquement reconnu que dans le Québec, mais c'est d'appartenir par la géographie et l'économique à une Amérique anglo-saxonne tout comme si, autour de Bordeaux, il y avait quelques millions d'Anglais. Ce drame, les Canadiens anglais auraient pu l'adoucir, en acceptant une dualité authentique et ils auraient contribué ainsi à édifier un Canada différent des États-Unis. Aujourd'hui encore, s'ils en ont le goût et le courage, ils peuvent éviter le naufrage, mais les choses se sont tellement gâtées qu'il faudrait, pour favoriser la dualité, que l'inégalité qu'on a constatée et qu'on constate encore aux dépens du français se manifeste maintenant aux dépens de l'anglais. Je souhaite qu'un jour, dans un hôtel d'Ottawa, un Canadien anglais ne puisse se faire comprendre en anglais et que, à Toronto, il soit obligé de confirmer en français son retour dans une envolée d'Air-Canada. Il faut, en d'autres termes, donner au Canada une allure plus française que ne l'exigent les proportions démographiques aussi bien que la richesse économique et intellectuelle des Canadiens français.

Le prix de la survivance du Canada comme entité distincte aux côtés des États-Unis est peut-être élevé, surtout pour les Canadiens de langue anglaise : il est peut-être même trop tard pour le payer, mais c'est le seul. Aujourd'hui, plus sérieusement qu'au temps de George-Étienne Cartier, on peut déclarer que le choix est entre l'annexion et le fédéralisme, une annexion subtile, pas nécessairement politique mais efficace quand même, et un fédéralisme véritable avec participation complète des deux parties composantes, un fédéralisme que jusqu'ici la plupart des Canadiens anglais n'ont pas accepté.

L'enjeu en vaut-il vraiment la peine ? Je commence à en douter. Aussi, complétant par une prospective le tableau historique qu'on m'avait demandé de tracer, je me demande si le dernier chapitre de notre histoire canadienne ne sera pas l'annexion, une annexion qui est d'ailleurs commencée en une foule de domaines et dont la phase politique ne serait pas aussi tragique qu'on le croit à une époque où bientôt, je l'espère, vont s'effacer lentement tous les fétiches qui nous passionnent et nous divisent : les souverainetés, la Couronne, le drapeau, la nation, et même la patrie, la patrie artificielle, pour ne laisser survivre que des hommes appliquant à leur vie en commun des normes raisonnables qu'ils utilisent ailleurs et recourant à des institutions inédites et souples qui conviendraient aux besoins de notre époque.

D'ailleurs, que ce soit pour hier, pour aujourd'hui et pour demain, il est inutile de nous leurrer: nous sommes, malgré toutes nos vantardises d'indépendance, sous la griffe des États-Unis et nous pouvons répéter ce qu'un journaliste du *Globe*, James A. Macdonald, disait déjà à Toronto en 1914: « Canada is the greatest country under the stars and stripes. »

A nous Canadiens français de chercher la meilleure façon de nous accommoder de cette situation inéluctable en développant un Québec puissant, par l'éducation et l'économique surtout, un Québec qui sera capable de résister à des forces d'absorption plus dangereuses que celles de la politique. Quant aux Canadiens de langue anglaise, j'ai peur qu'il leur soit aussi difficile de survivre, comme communauté distincte, que les habitants de l'ancienne république du Texas.

REACTION AND REUNION :
ENGLISH-SPEAKING CANADA AND THE UNITED STATES

(Craig BROWN)

English-speaking Canada was a child of the American Revolution, born in reaction against the United States. The first substantial group of English-speaking Canadians were the Loyalists, British North Americans who gave up their homes, and in some cases their status and privileged social positions, so that they might continue to live under British rule on this continent. They became refugees to maintain an old and familiar way of life rather than accept the new and unfamiliar ways of republicanism. Their political bias was conservative and their motivation was survival against the vastly greater numbers and greater power of their American cousins to the south. And the will to survive as British North Americans has been part of the heritage the Loyalists gave to English-speaking Canada.

Naturally the Loyalists recognized that they alone could not withstand the pressure for absorption into the United States and that they must be dependent on the protection afforded by the mother country. Happily for the Loyalists, the objective of the protectors was the same as that of the protected, the maintenance of British power in North America. In fact, in the first decades following the American Revolution, it was more often the Imperial officers than the Loyalists who most clearly articulated the will of English-speaking Canada. Lieutenant-Governor Simcoe stressed the necessity of inculcating "British Customs, Manners, & Principals in the most trivial, as well as serious matters" in order "to assimilate the colony with the Parent State."¹ It followed that, as Simcoe believed, the establishment of the Church of England in Upper Canada would be the "best security that Government can have for its own internal preservation."² Sometimes it even appeared as if the English-speaking Canadians had abandoned the cause of survival of the British Empire in North America and left the burden to be borne solely by

1. G.M. CRAIG, *Upper Canada, The Formative Years, 1784-1841*. Toronto, 1963, p. 21.

2. *Ibid.*

their governors. During the crisis of the War of 1812 General Brock pessimistically complained that

My situation is most critical, not from anything the enemy can do, but from the disposition of the people... The population, believe me is essentially bad... A full belief possess them that this Province must inevitably succumb... This prepossession is fatal to every exertion... Legislators, Magistrates, Militia, Officers, all, have imbibed the idea, and are so sluggish and indifferent in all their respective offices that the artful and active scoundrel is allowed to parade the Country without interruption, and commit all imaginable mischief.³

But if Brock's situation was grave, it should not have been unexpected. By 1812 Upper Canada was no longer a Loyalist province. In the years following the American Revolution the post-Loyalist migration had flooded Upper Canada with settlers who cared less whether they lived under monarchical or republican institutions than they did for the availability of good cheap land. Like their trans-Appalachian counterparts south of the border, their basic struggle was with their environment rather than their form of government. Many, if not most Upper Canadians, had both friends and relatives in the United States with whom they maintained contact. Even for the old Loyalists the bitterness of their uprooting had dimmed with the passing years. In such circumstances a certain cautious neutrality among Upper Canadians during the War of 1812 was quite natural.

As English-speaking Canadians gained a greater stake in the governing of their country their determination to preserve it more through their own efforts and less through dependence on the mother country became more intense. Lord Durham suggested that this would be so in his Report when he spoke of responsible government and the union of the British North American Provinces. "Such a union," he wrote, "would enable all the Provinces to co-operate for all common purposes; and, above all, it would form a great and powerful people, possessing the means of securing good and responsible government for itself, and which, under the protection of the British Empire, might in some measure counterbalance the preponderant and increasing influence of the United States on the American Continent. I do not anticipate that a colonial legislature thus strong and thus self-governing, would desire to abandon the connexion with Great Britain. On the contrary, I believe that the practical relief from undue interference, which would be the result of such a change, would strengthen the present bond of feelings and interests; and that the connexion would only become more durable and advantageous, by having more of equality, of freedom, and of local independence."⁴ Confederation proved the point beyond question.

3. *Ibid.*, p. 71.

4. G.M. CRAIG, ed., *Lord Durham's Report*. Toronto, 1963, p. 160.

Consider, for example, the question of defence. Defence against the potentially overwhelming power of the United States was certainly an important motivation in the drive toward Confederation. Many English-speaking Canadians looked to a victory by the Confederacy in the Civil War as a means of checking Northern ambition and power.⁵ But as it became clear that the Confederacy was doomed hope turned to fear that the victorious Union army would next turn north and drive British rule from the continent. Thomas D'Arcy McGee expressed that fear in the Canadian Confederation Debates :

the policy of our neighbors to the south of us has always been aggressive. There has always been a desire amongst them for the acquisition of new territory, and the inexorable law of democratic existence seems to be its absorption. They coveted Florida, and seized it; they coveted Louisiana, and purchased it; they coveted Texas, and stole it; and then they picked a quarrel with Mexico, which ended by their getting California. (*Hear, hear.*) They sometimes pretend to despise these colonies as prizes beneath their ambition; but had we not the strong arm of England over us, we should not now have had a separate existence. (*Cheers.*) The acquisition of Canada was the first ambition of the American Confederacy, and never ceased to be so, when her troops were a handful and her navy scarce a squadron. Is it likely to be stopped now, when she counts her guns afloat by the thousands and her troops by hundreds of thousands ?⁶

Of course, no Canadian was so foolish as to assume that Confederation, as if by some miracle, would solve Canada's problem of defence against potential American aggression or that "the strong arm of England" would no longer be needed. But John A. Macdonald did argue that a united Canadian effort would be more efficient and more effective than a series of scattered provincial efforts. "Under the union, we will have one system of defence and one system of militia organization," he said; "we will have one system of defence and be one people, acting together alike in peace and war."⁷

The process of nation-building strengthened Canadian determination to maintain a separate existence on this continent. And it broadened that determination from military and political to economic and cultural goals. In economic policy, the National Policy was established to provide the economic foundation for the Canadian State. It was a co-ordinated policy of immigration, railway-building and tariff protection that would give a distinctively nationalist character to the Canadian economy. Its objective was most succinctly put by Sir Leonard Tilley in March, 1879 when he rhetorically asked

5. See D.G. CREIGHTON, *The Road to Confederation*. Toronto, 1964, passim.

6. P.B. WAITE, ed., *The Confederation Debates in the Province of Canada, 1865*. Toronto, 1963, pp. 81-82.

7. *Ibid.*, p. 46.

the House of Commons whether Canadians wished to remain "simply hewers of wood and drawers of water" or "to make this a great and prosperous country."⁸

The National Policy was, as Harold Adams Innis wrote, based on expansion.⁹ Its key was the Canadian west, an object of Canadian interest since long before Confederation. "The non-occupation of the North-West Territory is a blot upon our character for enterprise. We are content to play drone while others are working," noted the *Toronto Globe*. "We can beat the United States if we start at once. It is an empire we have in view and its whole export and import trade will be concentrated in the hands of Canadian merchants and manufacturers if we strike for it now."¹⁰ Opening the west would provide new markets for Canadian manufacturers and new products for export and both, of course, would be carried over Canadian railways. Equally important, like Confederation itself, the National Policy was worthy of the efforts of all Canadians. Sir Wilfrid Laurier told the Canadian Manufacturers' Association meeting in Quebec City in 1905 that

the settlers in western Canada will require clothes, they will require furniture, they will require implements, they will require shoes—and I hope you can furnish them to them in Quebec—they will require everything that man has to be supplied with. It is your ambition, it is my ambition also, that this scientific tariff of ours will make it possible that every shoe that has to be worn in those prairies shall be a Canadian shoe; that every yard of cloth that can be marketed there shall be a yard of cloth produced in Canada; and so on and so on...¹¹

I have suggested elsewhere that the same motivation that produced a domestic National Policy also guided Canadian policy in its relations with the United States in the latter part of the nineteenth century. This was obviously true in the case of Canadian trade policy. But I think it was equally true in three other Canadian-American problems. The contest with the United States over inshore fishing rights and commercial privileges in the North Atlantic, over the right to pelagic seal fishing in the North Pacific, and over control of the access routes to the Yukon and hence over the Yukon trade was fundamentally one problem. Simply stated that problem was whether Canada could maintain its own program of economic nationalism in competition with American economic nationalism for the exploitation of the natural wealth of this continent. If Canada was forced

8. Canada, Parliament, House of Commons, *Official Report of Debates*. March 14, 1879, pp. 411-429.

9. H.A. INNIS, "Government Ownership and the Canadian Scene" in *Essays in Canadian Economic History*. Toronto, 1962, p. 81.

10. D.G. CREIGHTON, *Dominion of the North*. Toronto, 1957, pp. 291-292.

11. J.C. HOPKINS, ed., *The Canadian Annual Review, 1905*. Toronto, 1906, pp. 149-150.

to surrender her inshore fisheries and commercial privileges, to withdraw from pelagic sealing and to give away the Yukon trade, then it was clear that the goals of the domestic National Policy, no matter how ardently pursued, would not be achieved. But if, on the contrary, Canadian rights and privileges were maintained on the Atlantic and the Pacific and Canadian trade would secure a foothold in the Yukon, then the success of the National Policy would be enhanced and the economic foundations of Canadian nationhood would be buttressed. And if this argument seemed valid to Canadians in the nineteenth century, as I think it did, it seemed equally valid in the twentieth century.

At times it was expressed in particularly defensive and distrustful tones. In his final election manifesto in 1911 Robert Borden referred to the reciprocity agreement of that year in these words: "We must decide whether the spirit of Canadianism or of Continentalism shall prevail on the northern half of this continent."¹² The revolting eighteen Toronto Liberals ("certain hysterical women of the male sex" Sir Richard Cartwright called them) were even more explicit. "The Unrestricted Reciprocity which would naturally follow would", they believed, "make it more difficult to avert political union with the United States."¹³ But at other times the note was more positive. In 1949 a Conservative Member of Parliament argued as fervently for an all-Canadian highway as Sir Charles Tupper had argued for an all-Canadian railway in 1880. "There is no excuse," he told the House of Commons, "for making Canadians who wish to cross Canada from east to west go through the United States in order to do so. As Canadians we are entitled to a Canadian road."¹⁴

One final word about the National Policy. I am not suggesting that it was simply a manifestation of English-speaking Canadian determination to differentiate itself from the United States. Indeed, as with Confederation itself, its formulation and execution could not have been accomplished without the agreement and support of French-speaking Canadians. However much they might differ about other matters and other policy decisions both nationalities could and did support the National Policy, both agreed that it was an essential defence against American absorption. It is true that French-speaking Canadians were more inclined at times to acquiescence in the policy than to waxing enthusiastic over its merits and that its most ardent spokesmen generally were English-speaking Canadians. It is also true that English-speaking Canadians recognized their dependence on French-speaking Canadian support to make the policy work. But none of this detracts from the significance of the National Policy to English-speaking Canadians as a manifestation of their will to maintain their Canadian identity.

12. Henry BORDEN, ed., *Robert Laird Borden: His Memoirs*. V. 1, Toronto, 1938, p. 327.

13. J.C. HOPKINS, *Canadian Annual Review*, 1911. Toronto, 1912, pp. 48-49.

14. *Official Report of Debates*. Mr. C.C. Miller, February 22, 1949, pp. 281-289.

Perhaps the most difficult task for English-speaking Canadians has been to develop a cultural identity independent from that of the United States. A common language, some obviously common cultural traits and common social goals have all worked against the recognition of an English-speaking Canadian culture. Yet a cultural identity was an essential prerequisite of an English-Canadian identity: to identify oneself solely with a National Policy or even Confederation was not enough. As the Group of Seven argued in their statement of purpose, "an Art must grow and flower in the land before the country will be a real home for its people." This is what the Group of Seven hoped to achieve for Canada. The artists acknowledged that their work, harsh in expression and vivid in color, would meet with "ridicule, abuse or indifference." But they appealed to "intelligent individuals" to welcome and support any form of Art expression that sincerely interprets the spirit of a nation's growth.¹⁵ Something of the same motivation in the more general field of communications lay behind the creation of the Canadian Broadcasting Corporation. When Mr. Bennett explained the reasons for the establishment of the system of public broadcasting to the House of Commons he spoke of "national thought and ideals." "This country must be assured of complete Canadian control of broadcasting from Canadian sources, free from foreign interference or influence," he said. "Without such control radio broadcasting can never become a great agency for the communication of matters of national concern and for the diffusion of national thought and ideals, and without such control it can never be the agency by which national consciousness may be fostered and sustained and national unity still further strengthened."¹⁶ As a vehicle for fostering national consciousness and for giving expression to Canadian artistic endeavour the role of the C.B.C. over the years has been eminently successful.

The search for a cultural identity was also made by a large segment of the English-speaking Canadian religious community. In addition to the other and perhaps more important reasons for union, for many Protestants the founding of the United Church of Canada expressed in religion what the Group of Seven was expressing in art. Of course, as the Group of Seven acknowledged the universality of artistic expression, so too did members of the United Church proclaim the universality of their faith. "The heritage of the Gospel we have in common with fellow-Christians the world over," noted the Reverend George Pidgeon of the Presbyterian Committee on Church Union. "But," he added, "we have also the heritage of the Canadian spirit and this will find in the new church an expression and an instrument peculiarly its own."¹⁷

15. Statement of purpose of the Group of Seven, cited from the catalogue of their first exhibition, Toronto, 1920.

16. *Official Report of Debates*. May 18, 1932, p. 3035.

17. E. Lloyd Morrow, *Church Union in Canada*. Toronto, 1923, p. 61.

It would be naive to assume that English-speaking Canadians have only reacted defensively and competitively to the influence of the United States. The attraction of the United States has been positive as well as negative and the similarities between English-speaking Canadians and Americans have been and doubtless will continue to be more readily discernible than the differences. In part this is true because of common experience and challenges. Both peoples owe much to their European antecedents (Canadians perhaps more than Americans) but both peoples are North American and have shared a common goal of exploiting the natural wealth of this continent. And, generally speaking, they have adopted similar if not identical techniques of doing so. The exchange of ideas and methods for extracting wealth from the continent has benefited both nations.

Numerous examples of this can be found in the history of the opening of the Canadian and American west. Harold Adams Innis noted that the development of the Canadian west was hastened by the movement of Canadian farmers into the American high plains training ground before they moved on to the Canadian prairies. "American technique supported the rapid expansion of Canada in the economic development of British Columbia and the Prairie Provinces during the early years of the present century," Innis explained. "The long depression which preceded the turn of the century trained a population in American agriculture, and the marked boom which followed was accentuated by the adoption of American experience."¹⁸ Again, Paul Sharp has observed regarding Canadian Indian policy that "American experience served as guide and warning to Canadian officials. It convinced them that no policy could succeed, however humanitarian or enlightened it might be, unless it was based on consistency and integrity."¹⁹ For their part, scientists at the Dominion experimental farms developed the hybrid wheats which enhanced the value of the wheat economies on both sides of the 49th parallel.

In part, too, the similarity arises from common problems. It is not surprising, after all, to find Grangers in Canada as well as in the United States, nor should we have expected Henry Wise Wood to leave his agrarian ideology behind when he left Missouri for Alberta. The point is that high freight rates, high tariffs on consumer goods and manufactured products, grain elevator monopolies, and low wheat prices were as much a burden for the farmer in North Dakota who joined the Non-Partisan League as they were for the farmer in Alberta who joined the U.F.A. And, without belaboring the point further, common ideas, experiences and problems gradually convinced English-speaking Canadians that there was as much to be

18. H.A. INNIS, "An Introduction to Canadian Economic Studies" in *Essays in Canadian Economic History*. Toronto, 1962, p. 157.

19. Paul F. SHARP, *Whoop-Up Country*. Minneapolis, 1955, p. 95.

gained by sharing the continent with the United States as by competing with the United States for dominance of it.

This conviction was always measured and cautious. At no time was there any significant support for either political or economic union. The Commercial Union agitation of the late 1880's, which Sir John Macdonald said would lead to political union, was deliberately compromised by the Liberal Party in order to retain tariff policy autonomy under Unrestricted Reciprocity. And further examination of the Unrestricted Reciprocity reveals that the Liberal Party would have settled for much less than their proposal seemed to indicate. "Unrestricted Reciprocity," wrote David Mills, "means a large measure of reciprocity—negotiations not confined to natural products—not restricted to any particular articles of commerce. I believe... you can have a treaty which will embrace a large list of scheduled articles leaving many things still subjects of taxation." "You are pressing the point too far when you understand that Unrestricted Reciprocity meant a treaty including absolute interchange of all products of the two countries, without any exception at all," Laurier added in a letter to Blake in 1892.²⁰ And Conservatives as well as Liberals desired some measure of reciprocity with the United States. As Tilley remarked in introducing the National Policy Tariff, "the Government believe in a reciprocity tariff."²¹ The desirability of maintaining and extending trade relations with the United States was never denied. But neither Liberals nor Conservatives were willing to pay too high a price for any extension. George Foster said in 1888 that Canada would do all in its power to build up trade with the United States "in so far as [it does] not conflict with the policy of fostering the various industries and interests of the Dominion which was adopted in 1879."²² Nine years later, the Liberal Minister of Finance, W.S. Fielding, declared, "if our American friends wish to make a treaty with us, we are willing to meet them on fair and equitable terms. If it shall not please them to do that, we shall in one way regret the fact, but shall nevertheless go on our way rejoicing, and find other markets to build up the prosperity of Canada independent of the American people."²³

The common problems of English-speaking Canadians and Americans in the 20th century have tended to dampen the harshness of reaction and stimulate a spirit of cooperation. Even in the highly sensitive realm of defence policy the probability of an American attack on Canada was being questioned by the Canadian Army itself in the 1920's. "The history of the United States and Canada, the common civilization of the two countries, the intimacy of their economic and social ties, and the impossibility of making adequate preparation for

20. R.C. BROWN, *Canada's National Policy, 1883-1900*. Princeton, 1964, p. 248.

21. *Official Report of Debates*. March 14th, 1879, pp. 411-429.

22. BROWN, *Canada's National Policy*, p. 176.

23. *Ibid.*, pp. 276-277.

the defence of the border, all make war with the United States too remote a possibility for serious consideration," the *Canadian Defence Quarterly* proclaimed in 1924.²⁴ English-speaking Canadians, who half a century earlier would have reacted with suspicion and alarm, accepted with equanimity and realism Franklin D. Roosevelt's declaration in 1938 that "the people of the United States will not stand idly by, if the domination of Canadian soil is threatened by any other empire." Two years later the Permanent Joint Board of Defence was established in the Ogdensburg Agreement and in 1941 the Hyde Park Agreement instituted a production sharing scheme in North American defence materials.

Nationalism, Professor Hayes has written, "relates man to his nation's historic past and identifies him and his descendants with the future life of the nation. And its goal is the assurance of freedom and individuality and autonomy, if not to the person, at least to one's nationality and national state."²⁵ He contends that the essential ingredients of nationalism are a common language and historical antecedents made up of religious, political, economic and cultural traditions. The political manifestations of nationalism become apparent when these traditions are infused with the spirit of patriotism or "love of country" inspired by the efforts of politicians and institutions. With the growth of industrial societies in the western world in the latter half of the 19th century national sentiment was given another dimension, that of economic nationalism. "Especially after 1880 each partially industrialized country utilized the sentiment of nationalism and the power of the national government to protect by tariffs and bounties its own industry against foreign competition."²⁶ And, adds Hayes, contemporary with these developments "was a manifold display of national intolerance. Back of this was the drive of heated patriots for national strength and power, and their conviction that tolerance of dissent and division within a nation would gravely weaken it."²⁷

The quest by English-speaking Canadians for an identity parallels the development of modern nationalism outlined by Professor Hayes. Obviously, English-speaking Canadians in the 19th century possessed a common language and a heritage of protestantism, of parliamentary institutions and a "British way of life" or culture. Confederation and Confederation's outstanding political figures like Brown and Macdonald did much to infuse this basis for nationalism with the spirit of patriotism among English-speaking Canadians. So too did small but influential groups like the Canada First movement and periodicals such as *The Week*. Colonel G.T. Denison, one of the founders of Canada First later recalled that "Confederation had

24. James EAYRS, *In Defence of Canada*. Toronto, 1964, p. 75.

25. Carlton J.H. HAYES, *Nationalism: A Religion*. New York, 1960, pp. 15-16.

26. *Ibid.*, p. 83.

27. *Ibid.*, p. 102.

just the summer before been completed and we were full of it. We agreed to unite to stir up a Canadian national sentiment and to do all we could to unite the provinces, to bring in more, and to place the interests of Canada above all other considerations, party or personal."²⁸ Nor did the churches or schools ignore their patriotic duty. Regarding the latter, the briefest examination of school history texts toward the end of the century in English-speaking Canadian schools will reveal the emphasis placed on loyalty to Canada, to the Crown and to the Empire. And equally apparent was the economic role played by the National Policy in broadening the base of national sentiment among English-speaking Canadians. In his classic work, *The Range Men*, L.V. Kelly acknowledged in 1913 that the Canadian Pacific Railway had made the boundary a reality in the Canadian west. "Settlement received a great impetus, and large numbers of people arrived. Progress in the towns was marked, and by the close of the year [1883] there were three newspapers being printed within the boundaries of the country that five years before had been the unsurveyed kingdom of the Indian tribes." "From the east there was direct railway communication," he added. "Benton as a source of supply was practically wiped out, though some stuff was hauled from that point for a year or so longer. But the railroad had made Calgary the distributing and shipping point, had broadened the markets of the ranchers from local demand to British Columbia and the East."²⁹

In the process, the United States became the object of a display of national intolerance among English-speaking Canadians. Anti-Americanism was an essential characteristic of English-speaking Canadian nationalism. English-speaking politicians at Confederation, and for decades after, never hesitated to catalogue the sinful acts of American aggression and raise the bogey of annexation by the United States. Intolerant nationalist orators waxed hot and long over "presidential despotism" and "decadent democracy" south of the border. But I doubt that the ire of many Americans was raised by this. After all, for American nationalist contemporaries there was as much enjoyment and political reward in twisting the British lion's tail as there was for English-speaking Canadians in plucking the eagle's feathers. And nationalism, suggests Professor Hayes, like religion, must have its devils as well as its gods. If Canada, Crown and Empire were the gods of English-speaking Canadian nationalism, the United States, not always unjustifiably, ably played the role of the devil.

But if this national sentiment was intolerant, it does not necessarily follow that it was exclusive or isolationist. No English-speaking Canadian nationalist ever went so far as to declare that Canada could or would ever be totally self-sufficient in politics, economics,

28. P.A.C., Grant Papers, G.T. Denison to G.M. Grant, October 20, 1896.

29. L.V. KELLY, *The Range Men*. Toronto, 1913, pp. 156-157.

and social or cultural objectives on this continent. The forces of geography, of economic interdependence and of social and cultural exchange were too strong to make such a declaration more than a whim or fantasy. Like the United States, Canada too, as John W. Dafoe stoutly insisted in a series of lectures at Columbia University in 1933, was "an American Nation". And as self-confidence grew apace with the enhancement of Canadian status and stature in the first half of the present century, the harshness of nationalist intolerance was muted by the growing realization of the mutuality of the best interests of Canada and the United States. Slowly and surely more and more English-speaking Canadians acknowledged the benefits of economic, social, and cultural intercourse with the United States. Certainly lingering fears remained and if annexation was generally dismissed the very real problems of foreign ownership became a worrisome topic of conversation by the 1950's. But the point to note is that the emphasis was not on excluding American industry from Canada but on Canadian control of Canadian subsidiaries of American industrial plants. Implicit in this was the recognition by mid-century of a healthy Canadian compromise between the forces of reaction and reunion.

CONTIGUÏTÉ GÉOGRAPHIQUE ET SÉCURITÉ MILITAIRE

(Jacques LARUE-LANGLOIS)

Il semble logique, et nul n'est besoin d'un long exposé sur le sujet, d'affirmer que, face à la présente division du monde en deux blocs de nations qui s'affrontent, le continent nord-américain doit être conçu, sur le plan de la stratégie militaire à tout le moins, comme un tout devant obéir à un seul commandement centralisé dans la capitale du plus puissant des États de ce continent, pays qui est en même temps un des protagonistes de cette division en deux camps et de la guerre froide qui en découle. Partant de cette conception, il est facile de conclure que le Canada n'est plus, dans le cadre d'un tel système, que l'avant-poste de la sécurité militaire du continent américain et par conséquent dépendant, en matière de défense, des États-Unis dont la population représente plus que les trois quarts de la population totale du continent. De là à affirmer carrément que le Canada doit être doté d'armes nucléaires sous la surveillance des États-Unis à partir du moment où ceux-ci ont choisi cette arme comme mode de défense et même — nous le verrons — d'attaque préventive, il n'y a qu'un pas à franchir.

Parce que nous ne croyons pas que le monde doit être divisé en deux blocs; parce que nous ne croyons pas à l'efficacité de la stratégie militaire américaine; parce que nous rejetons comme étant inhumaines et immorales les armes nucléaires, nous refusons de franchir ce pas. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire, ni surtout désigné ici, d'exposer les raisons qui nous incitent à rejeter les armes nucléaires, quoique ces raisons à elles seules devraient suffire à justifier notre position dans le rôle du Canada sur le plan de la défense. Tout ce qui a été dit et écrit au sujet du pouvoir de destruction de ces chefs-d'œuvre du sadisme le plus affreux et des résultats que peut entraîner, *qu'a entraînés* leur explosion, suffit à nous décourager de préconiser l'utilisation de ces engins de mort et de destruction. Qu'il me soit donc permis d'expliquer ce qui ne va pas dans le système de défense choisi par les États-Unis d'Amérique et comment la division du monde en deux camps ennemis est susceptible d'entraîner notre planète à sa perte, pour vous dire ensuite comment le Canada pourrait jouer un rôle important dans la sauvegarde de la paix mondiale.

Après avoir pratiqué, depuis 1945, des politiques militaires de contingence puis de réplique massive face à l'arme du siècle, les Améri-

cains pratiquent, depuis Foster Dulles, une politique dite de dissuasion massive. La base de cette politique est extrêmement simpliste. Chacun des protagonistes possédant des stocks de bombes d'abord atomiques, puis thermo-nucléaires, chaque jour grandissants, et pouvant par conséquent répondre nucléairement à une attaque nucléaire, il devient absolument essentiel de s'assurer que jamais n'éclate une guerre nucléaire. En un mot, la guerre est devenue intolérable, inacceptable si elle doit être totale. Comment la prévenir ? Très simple : préserver la paix en préparant la guerre et, César à l'appui — en oubliant d'ailleurs le contexte historique de cette citation de l'empereur romain — on décide d'établir un délicat équilibre de la terreur.

Les États-Unis se mettent en tête d'avoir en leur possession plus de bombes qu'il n'en faut pour anéantir l'ennemi. Le prétendu ennemi, l'U. R. S. S., en fait autant. Avec le résultat que l'on peut affirmer sans contredit que, aujourd'hui, les États-Unis ou l'U. R. S. S. ont, de part et d'autre, en leur possession une puissance de destruction nucléaire telle qu'elle leur permette d'expédier sur la tête de chaque citoyen de l'autre bloc — homme, femme et enfant — l'équivalent de dix tonnes de T. N. T.

La course aux armements constitue une croissance organique qui ne doit s'arrêter que lorsqu'aucun des concurrents n'a l'avance sur l'autre ou, plus précisément, quand chaque partie croit qu'elle peut se détendre. Dans la pratique, ni l'un ni l'autre côté n'a jamais cru que l'équilibre avait été atteint et la course se poursuit encore aujourd'hui. A mesure que les réserves d'armes prennent de l'ampleur, des problèmes graves se posent. Une réplique nucléaire serait peut-être difficile à justifier dans le cas d'une agression mineure de la part de l'ennemi et il faut par conséquent maintenir sur pied des forces armées « conventionnelles ». Il est cependant impossible à l'Occident d'égaliser en nombre une armée de terre soviétique. Aussi faut-il songer à munir les forces dites « conventionnelles » d'armes nucléaires de « faible puissance » — c'est-à-dire à peu près du style de celle qui tua 100,000 Japonais à Hiroshima, le 6 août 1945. Mais, et il fallait s'y attendre, les Russes font la même chose et les stratèges américains en sont maintenant à envisager sérieusement la possibilité de déclencher non seulement une guerre nucléaire préventive — c'est-à-dire attaquer le premier l'ennemi qui, selon toutes apparences se prépare à la guerre nucléaire, afin de n'être pas mis dès le départ dans une situation d'infériorité par une attaque surprise — mais une guerre nucléaire devant servir de précaution contre une attaque de l'Europe occidentale par des forces soviétiques « conventionnelles ».

Or il est évident, et vous me permettrez de le répéter encore une fois, qu'une guerre mondiale, à l'ère de l'atome, signifierait un suicide collectif du genre humain et la fin d'une civilisation qui remonte quand même à 5,000 ans. L'utilisation de la bombe H rend caduque la poursuite de la victoire dans le cadre d'une guerre totale. Qui-

conque songerait à « gagner » une telle guerre est pire qu'absurde, il constitue une menace à son pays et au genre humain tout entier.

Déjà, cependant, on envisage une telle guerre ou du moins une guerre nucléaire qu'on a osé qualifier de « limitée ». Ainsi, Herman Kahn, anciennement de la *Rand Corporation* (organisme chargé par le gouvernement des États-Unis, sous l'administration Eisenhower, d'étudier les applications pratiques d'une guerre nucléaire), a écrit dans son livre *On Thermonuclear War*, publié aux presses Princeton en 1961, que nous devions imaginer deux pays, tous deux « ... prêts à perdre des millions de citoyens plutôt que de se rendre ou de faire trop de concessions (*accommodate too far*),... chacun étant prêt à risquer quelques centaines de millions de vies ». Il poursuit en expliquant que le nombre des morts pourrait varier entre deux millions (sans doute un minimum réconfortant à ses yeux) et cent millions et nous assure qu'une telle tragédie n'empêcherait pas la majorité des survivants et leurs descendants de poursuivre une vie heureuse. Décidant que personne n'est désireux de détruire le monde entier, il affirme que la question importante est la suivante : « S'il est inacceptable de risquer la vie de trois milliards d'êtres humains afin de nous protéger d'une attaque surprise, combien de personnes serions-nous prêts à risquer ? » La réponse, croit-il, est que « les États-Unis et l'Otan seraient prêts, à contre-cœur, à envisager la possibilité que cent ou deux cents millions d'habitants (à peu près cinq fois plus que le nombre de morts de la deuxième guerre mondiale) meurent des effets immédiats d'une guerre nucléaire, ces chiffres ne tenant aucun compte des effets à long terme causés par les radiations »...

Il semble à monsieur Kahn que cent ou deux cents millions de morts constituent une progression normale par rapport à la deuxième guerre mondiale et que nous ne devons pas nous dissuader de livrer une telle guerre sous le seul prétexte des torts causés par la suite aux survivants. Il croit en effet que ceux qui prennent les décisions en ce sens pourraient fort bien « ... accepter le grand risque qu'un pour cent de nos enfants à venir naissent difformes, si cela devait signifier que l'Europe ne tombe pas aux mains de la Russie. Il y aurait environ deux cents millions de personnes, à travers le monde, souffrant d'infirmités mineures ». Il serait déplorable d'être atteint de ces infirmités, mais « elles ne se manifestent généralement pas de façon dramatique ». Il appert en effet au personnel de la défense civile de la *Rand Corporation* « que des sociétés du genre de celles qui peuplent les États-Unis et l'Union soviétique ne sont pas véritablement handicapées par le poids normal des infirmités ».

Il semble donc que nous ayons à peine notre juste part d'infirmes. D'ailleurs, il ressort du même exposé que nous ne devons pas nous plaindre trop des effets de la guerre sur les survivants. Ceux qui seront, durant une certaine période de temps, exposés régulièrement aux retombées radio-actives pourraient fort bien voir leur vie diminuée de dix ans, ce qui équivaut à la marge d'espérance de vie gagnée depuis 1900 sur le continent nord-américain. A la question de

M. Kahn : « Les survivants envieront-ils les morts ? » il semble que l'on puisse répondre : « Ils n'en accepteront que mieux de vivre dix ans de moins. »

Nous n'avons pas non plus à nous décourager si chacune des 53 régions métropolitaines les plus importantes de l'Amérique du Nord, peuplées par à peu près la moitié de notre population et gardiennes de la moitié de nos biens, devait être entièrement détruite. Monsieur Kahn maintient en effet que nos villes de moindre importance et même nos villages disposent des ressources et de l'habileté nécessaires « ... à reconstruire le pays en dix ans environ ».

En dépit de toutes ces recherches sérieuses sur lesquelles s'est penché le gouvernement des États-Unis, il importe de considérer que la politique de dissuasion n'a jamais été poursuivie jusqu'où devait la pousser logiquement la doctrine sur laquelle elle repose. En effet, une politique de dissuasion sérieuse devrait nécessiter un vaste programme de défense civile. En l'absence d'un tel système, l'ennemi pourrait bien douter du sérieux de la menace que les États-Unis font peser sur lui.

Pour que l'ennemi soit convaincu d'une menace de guerre sérieuse, il faudrait ajouter aux mesures offensives celles d'un immense système de défense civile qui procéderait à l'installation sous terre de la plupart des industries essentielles du continent, qui disperserait la population et qui prévoirait même des abris communs de nature à protéger du choc immédiat de l'explosion et situés, par conséquent, à deux ou trois cents pieds sous terre. Sur le plan économique, nous ne savons pas ce que coûterait la mise au point d'un tel système de défense civile, mais il semble indubitable qu'il faudrait déboursier plusieurs centaines de milliards de dollars pour installer à de grandes profondeurs souterraines les industries stratégiques du continent. Sur le plan psychologique, cela voudrait dire l'abandon, par nos voisins du Sud et par nous-mêmes, de ce qu'ils entendent — et que nous nous plaisons à partager avec eux — par *the American way of life*. Sur le plan social, l'existence même d'êtres humains à la surface de la terre immédiatement avant l'attaque et surtout sous la terre après l'attaque deviendrait une aventure et le seul maintien en état d'alerte constant d'immenses abris souterrains mènerait à un incroyable réajustement social. Sur le plan politique, enfin, il serait impossible de mener à bonne fin une entreprise de cette envergure sans une enrégimentation stricte appuyée par une énorme propagande gouvernementale ayant pour but de changer complètement l'attitude de la population et des concepts de vie actuelle. Les notions de liberté civile qui ont cours chez nous seraient inévitablement minées par le besoin de mener à bien cette partie intégrante de la politique de dissuasion massive. C'est un *congressman* américain, M. William P. Ryan, de l'État de New York, qui affirme : « Même si le système de défense civile ne devait jamais être utilisé, son organisation changerait énormément la façon de fonctionner de la société américaine. »

Quel serait enfin l'effet de tout ce travail de préparation à la guerre nucléaire sur l'ennemi en puissance ? Les instigateurs de la défense civile suggèrent qu'il serait moins enclin à attaquer. Mais, étant donné la psychologie des relations internationales dans le contexte de la guerre froide, peut-on être certains que ce serait là la réaction normale de cet ennemi possible ? Nous devons nous rappeler qu'à l'instar de l'image que les États-Unis veulent bien entretenir d'eux, l'U. R. S. S. et la Chine se font des États-Unis une image de puissance d'agression. Le fait de voir les États-Unis se tapir littéralement sous la terre ne pourrait donc que contribuer à renforcer leurs convictions que les Américains se préparent à une attaque contre eux. Il deviendrait logique que le bloc communiste déclenche une attaque préventive contre les États-Unis avant que le système de défense civile de notre continent ne soit complété. Tout au moins, les préparations américaines contribueraient-elles à accentuer la course aux armements, rendant plus difficiles encore les possibilités de réconciliation et de compromis sur la question du désarmement. Ainsi, une politique de dissuasion massive, si elle devait inclure un système complexe de défense civile, contribuerait-elle probablement à aggraver la peur et à rendre encore plus plausible l'holocauste qu'elle vise à éviter.

En somme, la dissuasion massive tend à instaurer une société militariste, à restreindre les libertés civiles et à établir des mesures totalitaires du genre même de celles contre lesquelles elle veut défendre la population; tandis que, sur le plan extérieur, elle augmente la probabilité d'une attaque nucléaire en la provoquant en quelque sorte plus qu'elle ne la prévient.

Les tenants de la position contraire à celle-là, que préconise le Mouvement pour le désarmement nucléaire et la paix — et que je soutiens ici — ont une argumentation très simple. Pour eux, le Canada est, à cause de sa position géographique, incapable de se retirer des accords de défense qui l'unissent aux États-Unis dans le cadre de NORAD ou de l'entente qui permet au gouvernement américain d'armer des bases nucléaires chez nous. Si la dissuasion américaine dissuade, disent-ils, le Canada en retire tout le profit; si elle ne dissuade pas, le Canada en souffre encore davantage que les États-Unis puisque le système de défense américain contre une attaque possible de bombardiers ou de fusées intercontinentales est tel que les bombes ennemies seraient interceptées et envoyées au sol au-dessus du territoire canadien plutôt qu'au-dessus du sol américain. Ces propositions, je l'avoue, sont absolument irréfutables mais elles ne constituent pas, à elles seules, une bonne raison, devant inciter le Canada à supporter toute politique de dissuasion que les États-Unis auront choisie. Si la politique américaine de dissuasion massive n'est pas la meilleure politique possible pour prévenir la guerre nucléaire ou si une augmentation de la capacité destructrice de la force de frappe américaine — ce qui constitue la raison principale d'étendre au Canada les armes nucléaires prévues par le système de défense des États-Unis — n'est pas de bonne politique, en cela qu'elle ne renforce pas le pouvoir

de dissuasion de la force américaine, alors le fait que nous ne puissions échapper aux avantages ou aux méfaits de cette politique ne suffit pas à justifier notre adhésion à ce système. De plus, s'il existe une possibilité qu'en endossant cette politique et en y participant avec les États-Unis nous augmentions les dangers d'une attaque nucléaire en Amérique ou que nous réduisions le poids diplomatique que pourrait avoir notre pays en incitant les autres gouvernements à chercher une solution à long terme par voie de négociations au problème du désarmement, alors nous devons nous abstenir de participer à l'élaboration et à la mise en action de cette politique de défense.

L'appui du Canada à la politique de dissuasion massive des États-Unis repose sur la proposition que cette politique est la meilleure possible ou, tout au moins, est indispensable à la prévention d'une guerre nucléaire. Or, cette proposition elle-même s'appuie sur une présomption, à savoir que la politique soviétique est — et continuera d'être — la suivante : « L'Union soviétique doit *étendre son idéologie et sa puissance par tous les moyens possibles, y compris par l'action nucléaire.* » Si nous prenons cette présomption pour acquise, il devient évident que rien ne peut dissuader les communistes d'attaquer l'Amérique si ce n'est la possibilité pour le bloc occidental de riposter par une attaque du même genre lancée contre lui.

Il faudrait cependant examiner sérieusement une autre série d'hypothèses : premièrement, que les leaders soviétiques sont convaincus que les puissances occidentales sont décidées d'empêcher l'Union soviétique *d'étendre son idéologie et sa puissance par tous les moyens possibles, y compris par l'action nucléaire*; deuxièmement, que la force nucléaire soviétique a été mise sur pied après celle des États-Unis — ce qui est indéniable — afin de servir de mode de dissuasion contre une attaque possible de la part des États-Unis; troisièmement, que les leaders soviétiques ne croient pas que la simple existence des démocraties libérales capitalistes constitue une menace mais sont persuadés que la doctrine communiste peut conquérir le monde dans le cadre d'une compétition pacifique; et, quatrièmement, qu'ils sont désireux de répandre la doctrine communiste à travers le monde mais croient que le meilleur moyen d'arriver à cette fin est l'utilisation des moyens économiques et idéologiques et, par conséquent, préfèrent utiliser leurs ressources financières au développement économique de leurs pays, ces mesures devant constituer, aux yeux des peuples non engagés, la meilleure preuve de la supériorité de leur système.

Je crois fermement que cette série d'hypothèses — qui, si on fait la transposition, ressemble étrangement aux raisons profondes d'agir que nous, du bloc occidental, nous prêtons à nous-mêmes — est tout aussi réaliste que celles sur lesquelles s'appuie la politique de dissuasion des États-Unis. Et dans la mesure où cette alternative est valable, le système de défense par dissuasion massive des États-Unis devient la cause principale de ce qu'il veut éviter à tout prix.

Même en supposant que la conjoncture actuelle de l'accumulation des stocks nucléaires de part et d'autre puisse justifier, jusqu'à un certain point, l'actuelle politique américaine de dissuasion massive dans l'attente d'un accord sur le désarmement, cela ne tend aucunement à prouver que le Canada doive aider à rendre encore plus puissant le présent complexe nucléaire américain. Une autre présomption doit être prouvée avant que notre pays puisse agir ainsi et c'est que chaque augmentation de la puissance de destruction de la force nucléaire américaine est de nature à augmenter son pouvoir de dissuasion. Or, nous ne devons pas oublier que le danger principal d'une guerre nucléaire, outre celui d'une guerre par accident qui devient de jour en jour plus probable à mesure que diminuent les mesures initiales de vigilance et qu'augmente le nombre des gâchettes nucléaires, est celui que les Russes, prévoyant une attaque nucléaire contre eux, ne déclenchent une guerre préventive contre l'Amérique. Que les intentions soviétiques soient agressives ou défensives, à partir du moment où ceux-ci supposent que l'Occident est en mesure de les détruire, il n'est que normal qu'ils interprètent toute augmentation de cette puissance de destruction comme la préparation d'une attaque précise contre eux.

L'ouverture de notre territoire aux fusées nucléaires américaines, si elle augmente donc la précision et la rapidité d'une riposte des États-Unis à une attaque soviétique, augmente d'autant la précision et la rapidité d'une attaque préventive des États-Unis contre l'Union soviétique. Les leaders russes ne manquent pas de voir ce point de vue et leurs craintes d'être attaqués les premiers n'en sont qu'augmentées, ce qui augmente d'autant leur justification à déclencher une guerre nucléaire préventive contre l'Amérique.

Ce que les tenants de la dissuasion massive doivent se rappeler sans cesse, c'est qu'une augmentation de la puissance de destruction d'un pays n'augmente pas automatiquement — du moins à l'âge des armes de destruction quasi totale — l'effet de dissuasion de ce pays. Une telle augmentation, à l'époque nucléaire, alors qu'un pays possède déjà assez d'armes pour annihiler totalement son voisin, peut tout aussi bien diminuer qu'augmenter la force de dissuasion.

Enfin, une soumission totale du Canada à la politique de défense des États-Unis réduirait les possibilités du Canada d'agir indépendamment ou de prendre la tête des pays neutralistes, pour contenir l'expansion et réduire la quantité des armes nucléaires à travers le monde, par voie de négociations.

Dans le cadre de la guerre froide, on a divisé le monde en « bons » et en « méchants » comme dans un *Western* de troisième ordre. Le neutralisme est encore considéré par certains comme étant immoral puisque ne se classant pas dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. Longtemps, les Américains ont vu en Nehru une marionnette de Moscou tandis que, pour les Russes, Tito était l'outil de Wall Street. Heureusement cependant, certaines couches importantes de la société ont refusé qu'on les ramène à des catégories aussi stupides et

peu fidèles à la réalité. Pour les pays nouveaux dont l'indépendance est nouvellement acquise, la guerre froide et tout ce qu'elle entraîne d'idées préconçues ne veut rien dire: en Afrique du Sud, le problème n'a jamais été « communisme *versus* capitalisme », mais « Apartheid *versus* égalité et dignité humaine »; en Angola, le problème n'est pas celui de « Moscou contre Washington », mais celui du respect de l'être humain contre le colonialisme sans merci à coups-de-pieds-aucul; au Vietnam, le problème n'est pas celui du « Vietcong *versus* les États-Unis », mais celui d'un peuple qui a faim et qui, après dix ans d'occupation militaire française et neuf ans d'occupation militaire américaine, voudrait bien qu'on lui foute la paix et qu'on le laisse se gouverner lui-même et décider de ses orientations politiques.

Durant plusieurs années, ces peuples furent isolés et faibles. Aujourd'hui, la majorité des pays-membres de l'O. N. U. — un nombre plus important que ceux qui ont signé la charte à l'origine — ne sont rattachés ni à un bloc ni à l'autre. Nous avons accompli un long chemin pour qu'un Birman plutôt qu'un Scandinave soit à la tête des Nations unies. En dépit de l'importance des « Deux Grands », les nouveaux États se sont taillé une tradition de neutralisme qui est vraiment différente de l'attitude de retrait négatif ou de médiation professionnelle de la Suède et de la Suisse. Le nouveau neutralisme est véritablement un neutralisme positif.

Au début, les neutres concentrèrent leurs efforts vers la lutte pour l'indépendance des pays colonisés. Peu à peu cependant se dessina pour eux un rôle de médiateur entre les « Deux Grands ». Plus tard, ce rôle s'étendit encore pour embrasser une philosophie et une stratégie pratique basées sur l'élargissement de la coopération internationale sur les plans économique et social. Depuis 1962, les pays d'Afrique ont entrepris la coordination d'un vaste plan visant à éliminer l'analphabétisme du continent africain d'ici 1980. Mais leur influence n'a pas cessé de se faire sentir en Europe. L'indépendance de l'Autriche, après la dernière grande guerre, découla du règlement, à Genève, de la guerre du Vietnam grâce à la médiation des Indes. A l'occasion de la crise de Berlin, il y a trois ans, les nations non engagées réunies à Belgrade déléguèrent Nehru et N'krumah à Moscou et Modibe Keita ainsi que Seekamo à Washington pour atténuer les dangers d'une aggravation de la situation.

Le tiers-monde seul ne pourra probablement jamais régler ses problèmes, par voie démocratique ou autrement, parce que les pays qui le composent n'ont que leur pauvreté à mettre en commun et qu'à mesure que les prix des matières premières baissent et que les surplus s'accumulent, leur condition économique dégénère vis-à-vis les pays surdéveloppés. De la même façon, les économies de ces derniers pays ne se complètent pas l'une l'autre puisqu'ils sont en compétition pour vendre différents modèles d'automobiles aux mêmes gens.

Mais les économies des pays pauvres et des pays riches pourraient se compléter mutuellement grâce à une réorientation du commerce. Une telle relation entre riches et pauvres procurerait un climat de

développement stable pour les pays neufs et un marché assuré pour nous. A mesure que s'amélioreraient ces relations, les économies des pays nouveaux se diversifieraient et leur importance comme marché mondial serait augmentée en fonction de leur pouvoir d'achat grandissant.

Le Canada, soulagé de ses surplus de blé par la République populaire de Chine puis par l'U. R. S. S., n'a pas besoin qu'on lui rappelle que des avantages semblables découlent nécessairement de l'expansion de son commerce selon les grandes lignes que nous venons de mentionner, c'est-à-dire que ses relations commerciales s'étendent non seulement avec les pays nouveaux, mais aussi avec ceux du bloc communiste. Le vrai but du neutralisme n'est pas de mettre au point un troisième bloc de nations, ce but n'est que temporaire et adapté à la situation présente; le vrai but du neutralisme est la dissolution de ces blocs arbitraires, la stimulation du trafic commercial sans tenir compte de considérations politiques et la préparation d'une reprise en sous-œuvre d'une coopération politique internationale durable.

Voilà le rôle que doit jouer le Canada sur le plan international. Voilà pourquoi le Canada doit abandonner les ententes de défense qui en font un satellite des États-Unis et qui lui enlèvent toute possibilité d'objectivité face aux pays vraiment neutres en plus d'empêcher que ceux-ci n'écoutent sérieusement la voix d'un Canada indépendant de « partisanerie ». Voilà où doivent aller les immenses sommes d'argent que le Canada dépense présentement dans des manœuvres qui ne peuvent que contribuer à la précipitation de la destruction du monde.

Le développement de la culture africaine est un processus complexe qui implique une prise en compte de la diversité des cultures africaines. Cette diversité est le résultat de l'histoire et de la géographie de l'Afrique. Les cultures africaines sont le fruit de l'interaction entre les cultures locales et les cultures étrangères. Elles sont le résultat de la fusion de différentes cultures et de la création de nouvelles cultures. Les cultures africaines sont le fruit de la créativité et de l'innovation. Elles sont le résultat de la volonté de l'homme africain de créer une culture qui lui est propre. Les cultures africaines sont le fruit de la lutte pour la reconnaissance et le respect de la culture africaine. Elles sont le résultat de la lutte pour la libération de l'Afrique et de la construction d'une Afrique nouvelle. Les cultures africaines sont le fruit de la lutte pour la justice sociale et la justice économique. Elles sont le résultat de la lutte pour la dignité et le respect de l'homme africain. Les cultures africaines sont le fruit de la lutte pour la paix et la stabilité en Afrique. Elles sont le résultat de la lutte pour la prospérité et le bien-être de l'homme africain. Les cultures africaines sont le fruit de la lutte pour la reconnaissance et le respect de la culture africaine. Elles sont le résultat de la lutte pour la libération de l'Afrique et de la construction d'une Afrique nouvelle. Les cultures africaines sont le fruit de la lutte pour la justice sociale et la justice économique. Elles sont le résultat de la lutte pour la dignité et le respect de l'homme africain. Les cultures africaines sont le fruit de la lutte pour la paix et la stabilité en Afrique. Elles sont le résultat de la lutte pour la prospérité et le bien-être de l'homme africain.

ALLIANCE AND INDEPENDENCE

(John HOLMES)

I am immodestly assuming that you have asked me to grapple with the central question about Canada's existence in the second half of the Twentieth Century : Can we exercise enough independence in the world community to justify our seeking to play an independent role at all? In an era dominated, and likely to be dominated for some time to come, by the nuclear super-powers, is our foreign policy bound to be determined by the fact that we share a continent with one of them? I was asked to express my own views and the view of English Canada. You will have my own, but I do not pretend to be speaking for English Canada because, happily for the health of this country, there is no monolithic corpus called English Canada and views on this subject cut across ethnic divisions. (In case you think that is intended as a plea for a unicultural or a multicultural Canada, I assure you at this early stage that I believe—and always have believed—in the bicultural and, if you like, bi-national basis of the Canadian polity.)

If I ignore the domestic issues which preoccupy us at present it is not because I think them unimportant but because they do not seem to me especially relevant to the question of the military dependence or independence of Canada. That question does, I recognize however, enter into the argument as to whether Canada should or could be two political entities rather than one. It is hard to predict, but I am inclined to think that the proximity of American military power would operate on two northern States as it does on one. I don't think the United States would consider there were military reasons to persuade it to intervene to prevent the division of Canada—although they would probably regret the consequent weakening of an independent-minded but reliable ally. The Americans have become sophisticated enough to accept a more neutrally inclined country on its borders. Their equanimity might not stretch to accommodate a regime they chose to consider Castroite. We can't escape the fact that the most powerful nation in the world likes friendly States on its periphery, and I suggest that two Canadas would find themselves with about the same freedom of movement as one Canada. That freedom, however, is just about as wide as is possible for any power less than super wherever it is situated. I feel all sorts of reasons,

emotional as well as rational, for arguing against divorce in the Canadian family, but I don't think it is wise of us to threaten intervention from our large neighbour.

I am prepared, if you wish, to pursue in discussion the possible relations of two Canadas with the United States because these are things we ought to be willing to explore rationally. For the purpose of this paper, however, I must talk about Canada as it exists and, whether we like it or not, as it is committed in international organization.

I am sceptical of almost every absolute generalization about the independence of States. It is, of course, ridiculous for any country to expect uninhibited sovereignty and untrammelled freedom of action. But it is just as ridiculous for sappy internationalists to argue that all national sovereignty ought to be abandoned or for cynics to moan that no country except the super-powers has any freedom of movement at all. Such generalizations are particularly inapplicable to middle powers like Canada. We have proved and are continuing to prove that we can be an effective independent force in international affairs. At the same time we have voluntarily, in the pursuit of what seem to us Canada's interests, contracted with the United States and other countries of the North Atlantic military alliances which limit our choice of action. It can be argued, however, that the limitation is imposed by the facts of life rather than the fact of the alliance and that the alliance is in fact a means of extending our freedom and guaranteeing our interests.

First of all let me stress that there is nothing except our own will to prevent Canada from withdrawing from NORAD or NATO and declaring itself neutral in the Cold War. Our military significance is not great enough to induce our allies to force us to remain. I have no doubt that they would be disappointed by our action and, if it was taken in a spirit of defiance, they would be angry enough to deny us some at least of the benefits of friendly association with them. The question is not whether we are free to withdraw but whether we want to pay the price. We have acted in Canada on the assumption that it was better for us to look after our own defences than to leave the United States feeling it had an exposed flank and tempted therefore to take a more direct hand in our defence than we would like. However, the increasingly overwhelming military power of the United States and the development of long range missiles make it easier for the United States to ignore us now than in the past. The defence of the Continent rests more on the deterrent threat of Polaris and other missiles than on the U.S. Strategic Air Command. It is not conceived in terms of a series of peripheral bases to keep the enemy away. Nevertheless, so long as manned aircraft have a role to play, and they still have, our soil is of some importance to American defence because it is important to the defence of the S.A.C. The strategic situation, furthermore, is unpredictable. If, for instance, a reliable anti-missile missile were to be developed, the territory of

Canada would again be important in the defence of North America. In our calculations, therefore, we should still retain some of our traditional caution about the risks involved in abandoning our defences and thereby alarming our neighbours provocatively. The United States is a gentle giant to its friends, but it can be ruthless if provoked.

Part of the price we would pay for withdrawal would be loss of membership privileges in a club which has provided us with considerable advantages. No power our size—or even quite a bit larger—can hope to have a decisive voice in the great strategic issues. There are only two powers which can really be called decisive, and even they have allies hanging on to their arms. NATO is a much looser alliance than the rhetoric about it often suggests. By participating in its military establishment we are able to take part in its councils without in fact tying ourselves diplomatically to an inflexible bloc. In combination with other members we have not been without influence. We have, for one thing, been able to oppose from within some of the more rigid attitudes in the Alliance towards the non-aligned countries and the more dangerous forms of gamesmanship in confronting the Communist States. Our voice in European affairs, the cause of bloody sacrifice for us in two wars, would be reduced to nil if we were to leave NATO. It can be argued that our membership has involved us in deploying our forces in distant places and equipping them with weapons that no longer seem sensible. NATO strategy is, however, subject to change. It is quite possible for us to insist on a redeployment of our forces to fit a situation that has shifted a good deal since 1949 without resigning from the club.

Much the same can be said about our defence cooperation with the United States and specifically the NORAD agreement, which is one aspect of that collaboration. It is foolish of us to imagine that NORAD does or ever can give us an equal voice in the determination of United States or Western strategy. Nevertheless, our sovereignty is more likely to be respected because we have joint defence arrangements through which to express our views and assert our rights. The accumulation of decisive power in the hands of the United States is such that the ultimate decisions cannot be shared. Whatever they should have done in accordance with the literal implications of NORAD, the fact is that the Americans did not consult us over their policy in the Cuban missiles issue, and they are not likely to consult us or any other of their allies in similar situations in future. This may not seem right and just but it is a fact we had better learn to live with. The best we can hope for is that we may be involved in the political and military thinking that precedes these situations. By accepting a role as allies and partners, we are so involved. I do not want to exaggerate the extent of our influence, but it is not negligible. We are more influential when we act as responsible partners than when we act as carping critics. I do not argue that this is an ideal situation, but we do not live in an ideal world and we should hesitate to aban-

don an advantage we have because it seems wrong in the abstract. Is it after all just and democratic even in the abstract that States should be equal even if one has twenty million souls and the other two hundred million?

To withdraw from the U.S. alliance would not free us from the consequences of decisions taken in Washington. It profits us little to stake out a position intended to leave us neutral in a nuclear war. In peacetime diplomacy, however, we do want if not neutrality at least the freedom to differ with the United States in accordance with our convictions. But for this purpose, how much more freedom of movement do we need? Contiguous allies are not bound to be the most docile. Few allies of the United States have stood up as independently for their own positions as have Canada and Mexico. Like Mexico, for example, we have maintained our own policy towards Cuba in the face of strong United States resentment, and the United States, however much its citizens fumed, has never even considered abandoning its principles to threaten either of us or pressure us unduly. On China or Vietnam, Suez or Angola we have acted independently of our NATO allies and in accordance with our conscience. We have recognized only that in differing with an ally one is bound to listen first to his arguments and break with him in sorrow rather than anger. I stress this independence not because I think it is a virtue in itself but because I want to prove from the record that we are not and do not have to be puppets.

It is frequently argued in Canada that our position as an influential middle power in the world be strengthened if we were to contract out of the Cold War and abandon nuclear weapons. The argument is that, free from this moral burden, we would have a stronger position of leadership among the middle powers, most of which dislike both alignments and nuclear weapons. These are in fact two separate things. We could refuse to have nuclear weapons in Canada or in the hands of Canadians and yet remain members of the Alliance. That is the Norwegian position. In doing so, of course, we would still remain part of an alliance which depends on nuclear weapons and we could not absolve ourselves of moral responsibility for their use. The aim that matters is the control of nuclear weapons, not the easing of the Canadian conscience. I do not deny that gestures of this kind would appeal to the non-aligned and win us credit. I suspect, however, that we would gain as much good will by rejecting the weapons for ourselves as we would from rejecting NATO.

I doubt whether the extra credit for denouncing our Alliance would adequately compensate us for our loss of influence among the strong Western allies. Paradoxically, the fact that we have been not only a country able to listen with understanding to the views of the non-aligned but also one which maintains some influence among the powerful has been an important factor in our being taken seriously even by those who profess distaste for alignment. I think those who abhor nuclear weapons would respect us less for a national renun-

ciation which is after all of very little importance to the nuclear balance than for working zealously at Geneva and within our Alliance to secure nuclear disarmament where it matters, that is on the part of the great powers. If we are going to reject nuclear weapons in the hands of Canada, let us seek to do so as part of a United Nations initiative designed to bring along with us as many members of the United Nations as possible rather than as a not very sacrificial demonstration of chastity.

I have argued that our record has proved we can be an influential and widely respected middle power while remaining a faithful founding member of NATO and a military partner of the United States. There has been a tendency in recent years to suggest that our influence was waning. There is some truth in the argument. So many new countries are being influential these days that we cannot expect to have the kind of authority we had in a smaller United Nations where our strength was relatively greater. Nevertheless, the demands on us for participation in UN peacekeeping, one important criterion of a middle power's usefulness, have increased. We have recently witnessed furthermore a remarkable illustration of Canadian leadership in the convening in Ottawa of the technical conference of peacekeeping powers. In spite of the fact that this Canadian initiative was questioned by the Soviet Union and looked upon with scepticism elsewhere, 23 countries, including such vigorously non-aligned States as Ghana and the United Arab Republic, responded to the Canadian initiative. They did so because they trusted our good intentions. They knew the part we had played in developing the mediatory power of the United Nations and they knew that, in spite of our NATO alignment, it was not our intention to foster an international force to be used as a weapon of any group of powers.

On this question of neutrality I would like to say finally that so-called neutralism is irrelevant to most of the issues of the day. No country is neutral in all international disputes. Non-alignment is less important because alignment is less important. We are, I trust, moving away from the nightmare of a bi-polarized world and the simple theory that a country must be on one side or the other, and thereby automatically aligned for the good guys against the bad guys from Katanga to Peru. In the United States the belief that the world is all black and white has now been decisively rejected. In spite of the present cloud over Moscow we have reason to believe that the trend towards polycentrism is inevitable in the erstwhile Communist bloc. For my part I confess to being also *un peu Gaulliste*. The General's view of the world and mine might differ on many subjects, but I can only wish him well in his effort to loosen up the rigidities which have trussed the West and paralyzed our imagination.

My argument may seem to be that we might as well stick with NATO and NORAD because they don't matter much anyway and are likely to grow less important. I certainly don't want to go that far. There are hopeful trends to be encouraged and sound arguments for

readjusting our strategic thinking, but nevertheless the Western world must maintain adequate military strength because the whole world is still disorderly and frightening. We Canadians should continue to act in a spirit of military partnership with those who carry the main burden. Nevertheless, the fact that Western power is so largely concentrated in the United States inevitably loosens—or at least alters—the bonds of the Alliance because it reduces the responsibilities of the lesser allies. (It is heresy to say this out loud, but it seems to me undeniable).

Paradoxically also, it is because power is monopolized by the two giants that the world is kept in some semblance of order by mutual deterrence. It is because we have super-powers to checkmate each other that there is room for diplomacy, that lesser powers can maintain and exercise their independence and play useful roles in putting the world to right. We should not glibly assume, therefore, that the increasing disproportion between the military power of Canada and the United States necessarily undermines the independence of Canada. In the broad world scene where we now move, we play a much bigger part than we ever did when the United States was pacifist and isolationist. If in truth, therefore, our international identity grows more distinct, why need we assume that the military preoccupations of the United States are bound to diminish our sovereignty?

One reason for the gloomy thinking about Canada's chance for survival is that we are under the spell of current heresies about regionalism. Nations, we are being told constantly, are organizing themselves in continental agglomerations for economic and strategic survival. Canada, it is suggested, must accept its North American destiny. Why? Because Europe is uniting, Africa is uniting and we risk being left as the Outer One. The premises for this conclusion are doubtful. Six West European nations may find advantage in economic coordination, but I don't believe it is thereby proved that Canada must allow itself to be extinguished. Regionalism is a useful principle for specific purposes. It is sensible that the weak African States should seek to present a united front on political matters or that the small States of Central America should form a trading unit—or that Canada and the United States should cooperate in joint defence or the production of automobile parts. The over-riding fact of the present age is, however, that the world is so tightly interconnected strategically and commercially that regionalism as a general principle is an anachronism. Surely it made more sense to argue that Canada's destiny was North American when it took a month to cross the Atlantic. Surely also, the pattern of world trade, whether it be in rubber or coffee, wheat or nuclear power, proves that regional economic units are no magic formula for prosperity. The larger regional alliances—both the Atlantic and the East European alliances—are becoming less coherent. The United States itself has rejected a North American destiny. It should not be described merely as an American power or an Atlantic power or a Pacific

power. It is a world power which cannot be confined in any single community. How then can our continental isolationists prattle about Canada's destiny being in North America, when the term has no meaning? We too are a world power, albeit a middle power of modest resources and limited influence. We are partners of the United States but partners in missions which extend to all continents.

The Canadian will is too often smothered by a sense of regional doom. We tell ourselves that our country has an artificial economy, as if all nations were not the products of artificially contrived trade routes. We are told that divided we would inevitably—even a republic of Quebec—be swallowed by the United States. There is this constant assumption against which we must fight that being a nation at all, maintaining our links with Europe or other continents is somehow contrary to nature. But national boundaries are based on historical rather than rational grounds. The construction and perpetuation of a State, whether it is a nation State or a multi-nation State, is a matter of will. We have proved that by our political survival for 350 years. It has always required not only a will but also intelligence and good sense to live alongside an overpowering but benevolent giant, and it always will. I see no reason to believe that the chances of our succeeding are less great in this generation than in the past. In fact, they are better because relations between Canada and the United States are more rational. We are allies and partners. For the first time in history Americans are coming to appreciate the value to them of our independent existence; and we are beginning to realize that loyalty to the Canadian idea does not require us to be anti-American. The alliance machinery provides a formal means for guarding our interests in spite of our inequality.

I am not suggesting that we can imagine we live in outer space. There are for us important implications of living in North America and alongside a giant which we must recognize. My quarrel is only with those who think that when they have said: "Canada is an American nation," they have said anything very meaningful about our role in the world. We should accept our cultural Americanness more easily and attach less significance to it. Canada is much more a political than a cultural entity. The peoples of North America have always been politically divided, but they have had to a large extent a common although diversified pattern of living, of work and play, dress and diet. To say that Canada is becoming Americanized because Canadians are fascinated by the World Series and shop in supermarkets is to jump to false political conclusions. We ought not to be beguiled by the unhistorical conclusion that Canada is ineluctably losing its identity, that we are growing less Canadian and more American.

I am not thinking only of English-speaking Canada. French Canada shares much of the North American pattern of life, in sports, in kitchens, garages, and shops. There is, of course, more that is culturally unique about French Canada, and I hope there always will be,

but it does not necessarily follow that the English-speaking Canadian's will to survive is less. We should not overestimate the political implications of these cultural factors. Cubans are much more enthusiastic than Canadians about baseball. Does that make Cuba a U.S. satellite?

There is one aspect of this North American cultural phenomenon which can affect our role in the world. We must not lose our own international perspectives, which have been to a considerable extent the product of trans-Atlantic cross-fertilization. The last thing we want to do is to shut ourselves off from debate and research in the United States on international questions because it is the most vigorous in the world. However, if we are to be valued as we have been, we must contribute our detachment, the view from the North-West, the sensitivity of the middle power. We must not be smothered in United States assumptions. It worries me, for example, that English Canadians have tended so docilely to see General de Gaulle's foreign policy through the injured eyes of Washington. On the other hand, we can be encouraged by the extent to which the Canadian public has maintained its own perspective on Cuba or even China. We must nourish our capacity to see the world as it looks not only from Ottawa but from Geneva or Delhi or Dar-es-Salaam or Colombey-les-Deux-Églises. This is one of the many aspects in which the whole country would profit from the more vigorous role in national policy-making I hope that French Canada will play. French Canadians do us all a service by maintaining close intellectual ties with the French-speaking world and thereby stimulating our intelligence and broadening our vision. You cannot do so, however, if you let your argument go by default through failing to lift your eyes beyond your own borders.

I think we Canadians are too much pre-occupied with the United States—and with Britain and France as well. We are constantly comparing our power with theirs and feeling unnecessarily impotent. Too many people think of our foreign policy as if it were solely a matter of deciding whether or not we choose to follow the Americans or our mother countries. On most issues we should and usually do follow our own convictions, recognizing, as a sensible people should, that although we are not obliged to agree with the great powers we ought to recognize that their policies rather than ours are likely to be decisive. We do not have to follow United States policy on China, for example, but we need to recognize that it is United States policy on China that matters most and our policy should be designed to draw United States policy in the direction we would like to see it move. Whether this can best be accomplished by flouting the U.S. on the eve of an election or setting them a modest example when their emotions are calmer is one of those many tactical problems a middle power always faces. We ought to get used to seeing ourselves not as a failed great power improperly appreciated by our larger neighbours and cousins but rather as a middleweight performer in a

world ring crowded with other middleweights and lightweights with whom we form varying combinations in good causes. We should see ourselves as the respected member of inter-locking or overlapping associations: Nato, the Commonwealth, and with countries in the North Pacific or the Western Hemisphere.

It seems to me that geography is a much less important factor in a country's international relations than it once was—partly because communication by air has upset conventional ideas of proximity and partly because, although we are far from achieving a reliable system of collective security, large countries are less free to bully their neighbours than they once were. Nevertheless sensible countries do adjust themselves to the contemporary facts of their situations. The Australians are wisely accepting their close relationship to populous Asian countries. The Finns sensibly recognize that they dare not join any combinations hostile to the Soviet Union. Canada has a more tractable large neighbour to deal with, but if we are wise we will recognize the importance for us of keeping the United States well disposed to us. It is not their military power we need fear or their military demands on us. We have to recognize, however, that in a dangerous world our own peace and prosperity depend on their. It is not in our interest that they should be weakened and humiliated—even when they follow policies we think foolish. It is not in our interest either that Congress should be mad at us when we have so many economic interests which are vulnerable.

Geography involves certain historical or traditional ways of looking at the map. Canada has traditionally thought of itself as an Atlantic country, but if we see ourselves through polar projection we recognize that we are members with the Russians and the Danes of an Arctic Community which aircraft and nuclear submarines are making more of a reality. We are a Pacific country as well, with our North Pacific neighbour Japan becoming for us one of the most important countries in the world. Then there is the Western Hemisphere, a concept which is basically historical rather than geographic.

South America is about as remote from us as any continent, and the idea of a special affinity among the Americas seems to me based either on a totally unrealistic significance attached to the Isthmus of Panama, on the accident that a single explorer is commemorated in the name of our two continents, or on the fact that we were all once colonized from Europe. The argument for our interesting ourselves in Latin America ought not, I think, to be based on these dubious historical-geographical grounds. Latin America is an area of crisis, and the world is so small we are all involved in all crises. There is mutual advantage, economic and political, in closer Canadian-Latin American relations—just as there are mutual advantages in closer Canadian-African relations; we have unique points of contact with all God's creatures. I am strongly in favour of closer association with Latin America, cultural, economic, and political, provided this is not accompanied by old-fashioned, isolationist ideas about shutting our-

selves up in this so-called Hemisphere. Whether this closer association is best achieved within or without the Organization of American States remains a question on which I am still open to conviction. I am not deterred by the often-expressed fear that membership would force us either to line up with the United States or quarrel with them dangerously. This is a problem we have in other organizations and it is not one we should back away from. I can see no incompatibility with our membership in the Commonwealth. My principal concern is whether Pan Americanism is a tendency which should be reinforced at this time. Is it possible that this concept merely ties Latin America in an unnatural relationship to the United States, prevents it from helping itself and from finding its own unity, and stands in the way of a healthier relationship with Europe and other parts of the world? Should Canada be plunging fresh into an alignment which is on the way out or one which may be repudiated or downgraded by the new forces in Latin America? Is not the OAS becoming more and more an instrument by which the United States presses Latin Americans into line? On the other hand should we not try to introduce our special brand of healing pragmatism into the turbulent arena of the OAS? The Organization exists and although it may be an anachronism we do not want it to break asunder.

One of the reasons which would lead me to agree to our joining the OAS in spite of my doubts is that so many French-Canadians want to do so. I have reservations about some of the reasons advanced in French Canada, but I believe that we cannot have a strong foreign policy in this country if a strong consensus of either community is ignored. I agree with many French-Canadians that our international associations have been weighted in Anglo-Saxon or rather English-speaking directions, and I am strongly in favour of varying them. Frankly, however, I am uneasy about the argument of the common Latin culture which binds French Canada and Southern America. This is a little too racist for me. Having struggled as we have to transform the Commonwealth from being an Anglo-Saxon empire into the model of a multi-racial association, I think we should be wary about these romantic notions of Latinity. What French-Canadians and Latin Americans may have in common which looks like Latinity is a mutual resentment of the arrogance of Anglo-Saxons. With that feeling I have as much sympathy as an Anglo-Saxon is capable of, but it is wiser to recognize it for what it is than to dress it up in cultural heresies all too redolent of notions spawned before the War in a sick Europe. Normans and Saxons and Celts, we have all got so mixed up in the past 1,000 years that I find this talk about Latin temperament about as nauseating as the myth of the Aryan or the white man's burden.

Let me review in conclusion the main argument of this lecture. We tend to take too absolute a view of our relations with the United

States, to assume on the one hand that because we are military allies we can have no independence of our own or on the other hand to seek to disassociate ourselves entirely from this great nuclear power and declare our neutrality in the Cold War. Either course is possible, but I don't think they are the only alternatives. First of all we should recognize that we have joined with the United States of our own choice to defend our continent because we thought that was the rational way of accomplishing a common purpose. We have also allied ourselves with the Atlantic countries in NATO because this seemed to us a sensible arrangement for Western defence against Soviet military power and because we preferred, for the sake of our independence, a multilateral to a bilateral alliance. It is not militarily crucial to the United States or any other allies that we remain in NATO and we can withdraw if we wish. Technological developments, and specifically the development of missiles, are likely to decrease the dependence of the United States on the use of Canadian territory, although there are unpredictable factors involved. The Pentagon can afford to regard our debate as to whether we should continue in NORAD or maintain nuclear weapons on our soil with more equanimity than we sometimes imagine.

The Western military alliance becomes less and less like an alliance every year because we cannot escape the implications of the fact that its military power and its strategy are bound to be determined by the one country that has the nuclear power as well as the most flexible conventional power. I have a great deal of sympathy with European leaders who are unhappy with this state of affairs, and I also have sympathy with the American planners who are doing their best to think up schemes to share military responsibilities and decisions—although I haven't much respect for proposals like the Multilateral Polaris Force which avoids the problem of control. We will look at our dilemma more constructively if we see this situation as the inevitable result of military trends and not the result of American arrogance. I do not believe in the supreme wisdom of Washington, but in this dangerous age I would rather leave the ultimate decision on the use of nuclear weapons to Washington than trust to some unmanageable scheme for an Allied decision. I prefer this arrangement also because I prefer that nuclear weapons be concentrated in as few hands as possible. I hope that Canada will find it possible to remove all nuclear weapons from our territory as part of a calculated initiative to persuade other countries to do the same. We should not do so merely to prove our own nuclear purity or our superior virtue over the Americans; such hypocrisy achieves nothing. We would have to recognize that we were able to dispense with nuclear weapons because we were taking advantage of the umbrella of nuclear deterrence provided by the United States and the Soviet Union. None of us, I think, likes this system of peace by deterrence and we want to press on to nuclear as well as conventional disarmament. We must, however, move on from where we are to where we want to go.

Am I suggesting that we should accept the domination of Western policy by the United States (with its paranoiac view of Communism and its military-industrial clique)? By no means. I am really arguing against the assumption that the military factor is the only one which matters in the determination of foreign policy and international relations. In the first place I should say that, although I have always had doubts about U. S. policy towards Communist or neutralist States, I think it is wrong to consider it paranoiac or inflexible. Having the ultimate responsibility for Western defence, the United States is bound to be more conservative than the rest of us are or should be. While I don't think we can share with the United States the ultimate decisions, I believe that we should vigorously try to influence its policies all over the world. That is why I earlier put the emphasis on our maintaining an independent perspective. I don't think that we, or the British or the French, have to be nuclear powers or even the sharers of nuclear weapons to influence the United States or the NATO alliance. Washington is more likely to be impressed by the extent of our political influence in the world, the number of other middle powers we can muster to our side in the UN, for example, than by the minuscule contribution we can make in the military sphere. It is important to them, however, that we should remain partners faithful to the spirit of the alliance. They may not care very much strategically whether we maintain Bomarc's or forces in Germany, but it does matter whether we alter our defence role in a spirit of harmonious accommodation with our allies or renounce this role unilaterally.

Renunciation might give us a moral glow and an unmerited sense of courage in the face of a not very threatening Goliath, but it would achieve very little in affecting what really matters—the policies of the nuclear powers themselves.